

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°3229 - MERCREDI 30 MAI 2018

CRISE LIBYENNE

Paris pose les bases de la tenue des élections



La photo de famille des participants à la conférence

Réunies hier à Paris, en France, les différentes parties impliquées dans la recherche de solution à la crise qui déchire la Libye ont adopté, sous l'égide des Nations Unies, de l'Union africaine, de l'Union européenne et de la France, une « base constitutionnelle » permettant l'organisation, courant le mois de décembre prochain, des élections parlementaires et présidentielle, une étape clé pour la réconciliation des Libyens. La rencontre à laquelle a pris part le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, en sa qualité de président du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye, a posé les bases de l'engagement consensuel des acteurs à adopter les mesures nécessaires, d'ici au 16 septembre, pour mettre toutes les parties prenantes face à leurs responsabilités.

Pages 8 et 9

SÉCURITÉ EN AFRIQUE CENTRALE

La réunion de Brazzaville se penche sur les violences armées et le terrorisme

Les participants à la quarante-sixième réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations unies, chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (Unscac) feront du 29 mai au 1er juin, dans la capitale congolaise, une évaluation critique des défis qui se posent à la paix et à

la stabilité. Une attention particulière sera accordée à la lutte contre les violences armées et le terrorisme dans la sous-région, y compris l'insécurité et la situation humanitaire causées par le groupe terroriste Boko Haram dans le bassin du lac Tchad.

Page 2



Le présidium des travaux

MUSIQUE

Les Bantous de la capitale, soixante ans dans une année

Créé en 1959 par les anciens musiciens de Tout puissant OK Jazz et de Rock A Mambou, au dancing-bar Faignond à Brazzaville, l'orchestre cinquantenaire Les Bantous de la capitale va célébrer, en 2019, son 60e anniversaire. Prélude à cet événement, le groupe a prévu de livrer des concerts deux dimanches par mois à la cafétéria de l'Institut français du Congo. Cet anniversaire sera l'occasion de présenter le tout premier album de dix titres de l'artiste-musicien Lambert Kabako, intitulé Walai. Les mélodies des Bantous de la capitale accrochent aussi bien les jeunes que les vieux. Page 16



Les bantous de la capitale sur scène à la cafétéria

COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Les qualifiés attendent de connaître leurs adversaires

Après avoir disputé le premier tour préliminaire, les clubs qualifiés n'attendent plus que les duels comptant pour la prochaine phase de la compétition. À Brazzaville, Yaba sport et RCB sont les derniers à franchir le cap, alors que FC Nathalys complète la liste des qualifiés de Pointe-Noire. D'autres formations qualifiées seront connues à l'issue des rencontres de mercredi. La coupe du Congo regroupe les équipes des différents départements qui comptent le pays.

Page 16

ÉDITORIAL

Comprendre

Page 2

ÉDITORIAL

Comprendre

Ce que la communauté internationale dans son ensemble et l'Union européenne en particulier doivent comprendre maintenant, c'est qu'en agissant dans le plus grand désordre comme elles l'ont fait tout au long de ces dernières années dans diverses régions du monde, elles provoquent ou aggravent des crises qu'elles s'avèreront ensuite incapables de résoudre. Nous en avons eu la preuve tout au long des dernières décennies en Afghanistan, en Irak, en Syrie et surtout en Libye.

D'où l'idée suivante qui ne s'est pas encore imposée dans la sphère diplomatique mais qui finira tôt ou tard par être comprise à Paris, Washington, Londres, Moscou, Beijing, Bruxelles, New-Delhi : mieux vaut ne pas se mêler de querelles dont on ne connaît pas ou on ne comprend pas les véritables ressorts ; et, par conséquent, laisser aux intéressés eux-mêmes le soin de trouver une solution fiable aux problèmes qui les divisent.

Lorsque notre président, Denis Sassou N'Gusso, invite les chefs de tribus et de cités libyennes à venir dialoguer à Brazzaville afin de puiser dans leur histoire, dans leur passé commun, dans leurs us et coutumes, dans leurs traditions ce qui les rapprochera, il trace la voie qui permettra un jour aux populations très diverses du pays de se rassembler à nouveau pour constituer une nation. Mais il envoie également un signal fort aux dirigeants des grandes puissances dont l'intervention anarchique a généré le désastre humain que vivent aujourd'hui ces mêmes populations.

S'il a eu raison de convoquer les plus hautes personnalités libyennes afin d'échanger sur les sujets qui fâchent en présence de dirigeants africains, arabes, européens, le président français, Emmanuel Macron, doit faire en sorte maintenant que les idées avancées hier à Paris ne restent pas lettre morte. Et pour cela, il doit apporter un soutien visible, fort, déterminé à l'initiative prise par l'Union africaine pour réconcilier les frères ennemis. Alors, en effet, la Conférence de Paris marquera un tournant décisif dans la crise qui dévaste le Nord de l'Afrique et menace aussi très directement le Sud de l'Europe.

L'enjeu, convenons-en, est si grand que tout doit être fait aujourd'hui pour restaurer l'unité de la Libye détruite par l'assassinat de Mouammar Kadhafi.

Les Dépêches de Brazzaville

AFRIQUE CENTRALE

Brazzaville abrite une réunion sur les questions de sécurité

Du 29 mai au 1^{er} juin, les participants à la 46^e réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (Unscac) feront une évaluation critique des défis qui se posent à la paix et à la stabilité.



Les participants à la réunion

La rencontre accordera une attention particulière aux questions liées à la lutte contre les violences armées et le terrorisme dans la sous-région, y compris l'insécurité et la situation humanitaire causées par le groupe terroriste Boko Haram dans le bassin du lac Tchad.

Dans la revue géopolitique et sécuritaire, qui sera examinée lors des travaux, les experts de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) soulignent que des progrès décisifs ont été observés « dans la consolidation de la démocratie, de la stabilité des institutions et de l'intégration régionale ». Cependant, la CEEAC fait remarquer que la situation générale dans la sous-région reste préoccupante. Au-delà de la persistance des violences liées aux processus électoraux, « la question de la gouvernance portant sur la gestion du pouvoir politique et économique, ainsi que la construction d'une unité nationale dans certains Etats ont constitué un point de focalisation », explique l'institution, précisant que les sujets relatifs à la décentralisation des services de l'Etat, le fédéralisme, la lutte contre la corruption et l'enrichissement

illicite continuent d'alimenter la réflexion dans ce domaine.

Plusieurs autres dossiers cruciaux seront au cœur des discussions. Il s'agit notamment du mercenariat et du crime transnational organisé ; des trafics illicites transfrontaliers favorisés par la porosité des frontières ; de la prolifération des armes légères et de petit calibre ; de la piraterie maritime dans le golfe de Guinée ; etc.

Durant les travaux, les participants échangeront des informations et des expériences sur ces différentes problématiques, en vue d'adopter des recommandations sur des mesures visant à renforcer la confiance et à consolider la paix dans les Etats membres de l'Unscac (Angola, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, République démocratique du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et Tchad).

Comme le veut la tradition, indique le comité d'organisation, ces sujets seront d'abord discutés par des experts, dont la réunion du 29 au 31 mai précède celle des ministres des Affaires étrangères et autres chefs de délégation, qui se tiendra le 1^{er} juin, comprenant généralement des

ministres en charge de la sécurité, de l'intérieur, de l'immigration ou de la défense. La session ministérielle intégrera un huis clos sur la situation en Guinée équatoriale.

La 46^e réunion sera également l'occasion d'évaluer la mise en œuvre de la déclaration de Yaoundé montrant le souci permanent des Etats membres « d'améliorer la contribution du comité à la réalisation de l'agenda de la paix, de la sécurité et du développement dans la sous-région ». Au cours de ces assises, Louise Mushikiwabo, ministre rwandaise des Affaires étrangères et présidente du comité, passera le témoin à son homologue congolais, Jean-Claude Gakosso, qui assurera la présidence tournante de l'Unscac pendant les six prochains mois. Cette 46^e réunion de l'Unscac a noté la présence du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique centrale et chef de l'Unoca, François Louncy Fall et de celles de plusieurs autres entités onusiennes, ainsi que des représentants des organisations sous-régionales, régionales et internationales, y compris celles ayant le statut d'observateur au comité.

Josiane Mambou Loukoula

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula,
Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominiye Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepeschesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

INTERVIEW.

Marie-Thérèse Massamba : « [...] C'est toujours mieux de travailler en chaîne »

La directrice d'Equation Bio, une petite entreprise spécialisée dans la transformation et la valorisation du soja, a été couronnée, le 17 mai à Paris, en France, dans la catégorie du Trophée de l'entrepreneuriat du monde. C'était à l'occasion de la cinquième édition du concours entrepreneuriat au féminin, un rendez-vous qui visait à promouvoir et favoriser la prise de responsabilité des femmes dirigeantes.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Vous venez de remporter le prix du concours entrepreneuriat au féminin. Qu'est ce qui a milité en votre faveur ?

Marie-Thérèse Massamba (M.T.M.) : Avant d'être sélectionnée par la fondation Sounga pour représenter le Congo à cet événement, j'ai participé à une formation de six semaines en entrepreneuriat, organisée par cette fondation.

L.D.B. : En quoi consiste votre projet ?

M.T.M. : Mon projet consiste à transformer le soja, ce produit riche en valeur nutritionnelle en biscuit. Avec les déchets du soja, nous fabriquons les

aliments de bétail et les fertilisants pour le sol. Equation bio transforme également les fruits et légumes de notre pays en « amuse-gueule ». C'est une façon pour nous de permettre aux Congolais de consommer plus de fruits, chose qu'ils ne font pas assez. Au départ, c'était difficile de faire accepter mes produits.

L.D.B. : Quels sont vos projets à court, moyen et long terme ?

M.T.M. : Je souhaite approfondir ma formation sur la fabrication des biscuits et du lait en poudre, à base de soja. Je souhaite, de même, obtenir une vaste étendue de terre afin de cultiver du soja. Ce que j'utilise vient du Cameroun et une toute pe-

tité quantité de Loudima. J'envisage ouvrir un complexe industriel afin de travailler dans de bonnes conditions.

L.D.B. : Evoluez-vous seule ou avec des partenaires à travers le monde ?

M.T.M. : Je travaille avec une structure basée en République Tchèque, appelée Deza Tech sarl. Au plan national, je n'ai personne. Je profite donc de vos colonnes pour lancer un appel aux autorités ainsi qu'à toute personne qui désire se joindre à moi pour collaborer car, il est toujours mieux de travailler en chaîne.

L.D.B. : Parlez-nous de votre parcours académique et professionnel.

M.T.M. : J'ai un doctorat en médecine et j'ai également suivi des cours spécialisés en pédiatrie. Je possède un diplôme en nutrition. Ce qui m'a permis de travailler à l'hôpital Blanche-Gomes comme chef de service en pédiatrie puis à celui de Makélékélé.



L.D.B. : L'entrepreneuriat est-il un domaine difficile ?

M.T.M. : Rien n'est facile ni gratuit dans ce monde. Tout est difficile et facile en même temps. Il faut avoir une vision. Quand j'ai commencé à faire le soja, personne ne m'avait encouragé mais, je n'ai pas lâché. Le

travail est encore fait de façon artisanale. En dépit de tout, j'ai remporté un prix international parmi d'autres projets dynamiques.

Propos recueillis par Lopelle Mboussa Gassia et Rude Ngoma

TRIBUNE LIBRE

Se former sur la cryptofinance pour comprendre la révolution numérique en marche dans le monde

De nombreuses applications de l'économie numérique vont changer la finance mondiale et la gouvernance des entreprises. L'actualité abonde en permanence sur la croissance du phénomène des cryptomonnaies. Ce sont des devises numériques aussi appelées Bitcoin. Elles se servent de l'internet et de la technologie de blockchain (ou chaîne de blocs) pour fonctionner sans organe central de contrôle, hors des banques centrales, des régulateurs et des Etats. C'est un réseau mondial sécurisé et inviolable. Cette technologie est étendue à d'autres domaines : numérisation des diplômes, des compétences, d'expériences et performances, sécurisation des élections pour éviter les fraudes et les manipulations, gestion du cadastre national, contrats intelligents, etc.

Partout dans le monde, ce sujet inquiète autant qu'il séduit. Les levées de fonds sur les devises virtuelles se multiplient (trois cents milliards de dollars). Les autorités aux Etats-Unis viennent de lancer des enquêtes pour lutter contre les spéculations, manipulations des cours, arnaques et blanchiment de l'argent sale et financement d'arnaques des activités terroristes.

Ces évolutions technologiques financières se développent en Afrique australe, au Ghana et au Nigeria. C'est dans ce contexte que le centre CIFTIM a élaboré une formation de deux sessions de trois jours en juillet et août 2018, à Brazzaville. Elle vise à comprendre le rôle joué par l'internet et les banques commerciales dans l'utilisation des cryptomonnaies, en s'appuyant sur des vidéos et des témoignages sur les spécialistes qui ont monté des projets des Bitcoins depuis dix ans. Il sera question de montrer comment les marchés financiers internationaux seront impactés par ces innovations. Ce phénomène technologique connaît une forte croissance en Europe. Cette formation inédite s'appuie sur une approche pratique qui va redéfinir les nouvelles règles de fonctionnement de l'économie mondiale.

Elle s'adresse aux banquiers ainsi qu'aux développeurs en entreprise et abordera les questions suivantes : comment les banques centrales et les régulateurs peuvent-ils protéger le système financier mondial face aux risques d'une nouvelle crise encore plus grave ? Qui sont les acteurs et les utilisateurs de cette technologie ? Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi personne ne l'a vu venir ? Qu'est ce qui l'a rendue possible ? Faut-il interdire ou avoir peur des Bitcoins ? Peuvent-elles se développer au Congo ? Quels avantages peuvent-elles apporter aux banques de la place ? Dans un contexte de faible bancarisation, est-il possible de développer ces devises numériques ?

Cette formation permettra aux participants de comprendre les enjeux et le fonctionnement de cette monnaie numérique considérée comme un véritable or numérique qui s'échange de pair à pair sur internet, en dehors du réseau bancaire traditionnel.

Pour tout contact au Congo : MM. Loïc Makosso : lmakosso@aries-investissements.com et Alain Claver Batchy : batchyalain@yahoo.fr

Jean Keranise Mavoungou, directeur du CIFTIM

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le personnel des administrations édifié sur la formation à distance



Des agents éduqués sur la formation à distance en atelier de groupe (Adiac)

L'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) a instruit, le 26 mai, les agents de différentes administrations sur les offres de formation à distance, dans le cadre de sa campagne de sensibilisation organisée à Brazzaville.

L'objectif est d'offrir aux professionnels la possibilité de se former sans se déplacer de leur lieu de travail et réduire les coûts d'investissement vers les établissements à l'étranger.

Pour ce faire, l'AUF, en partenariat avec les universités et les établissements membres, a mis en place une plate-forme de formation à distance. Selon l'agence, l'apprentissage se fait à distance jusqu'à la soutenance. Cette formation concerne toute personne désireuse d'avoir le diplôme supérieur à partir de la licence. Les diplômes délivrés au terme de ce stage ont la même valeur que ceux délivrés

au niveau national et par les établissements pour lesquels l'apprenant s'est inscrit.

Au cours de cette campagne, les agents de diverses administrations ont été éduqués sur les différentes étapes d'inscription dans ces établissements. Il s'agit de la prise de connaissance des offres de formation, le dépôt des dossiers pour la pré-inscription ainsi que la sélection. À chaque niveau de formation, l'AUF accorde des bourses d'allocations aux apprenants. Edouard Mizonza, opérateur de saisie à la Fonction publique, participant à la formation, a indiqué que l'atelier est la bienvenue parce que,

depuis longtemps, il a été à la recherche d'une formation. « L'AUF m'a donné l'opportunité de faire ma formation sur le management de l'organisation des administrations qui devrait se passer en Bulgarie avec tant d'investissement. L'initiative de l'agence est à encourager parce que les Congolais veulent bien apprendre mais ils sont confrontés aux problèmes de financement pour poursuivre leurs études à l'étranger », a-t-il déclaré.

Il a, par ailleurs, émis le souhait aux responsables des administrations d'envoyer leurs agents en formation. Edouard Mizonza a demandé également à l'AUF de poursuivre les campagnes de sensibilisation car beaucoup de Congolais ignorent les opportunités qu'elle offre.

Lydie Gisèle Oko

Brazzaville se dote d'un nouveau supermarché

La société Orca vient de s'installer dans un imposant immeuble qui surplombe le rond-point de la gare, ex-Monoprix, en plein centre-ville.

Les portes du grand magasin, unique au Congo, seront ouvertes au public ce 31 mai. Réputée pour la qualité de ses produits, la société Orca met à la disposition de sa clientèle une diversité d'articles, entre autres, le mobilier, les accessoires de décoration,

salle de bain, jardin, articles de sport, de cuisine, des jouets pour enfants, des kits scolaires, de la literie et bien d'autres.

Ce superbe magasin rapproche les Congolais d'une marchandise de qualité et à moindre coût. Finies donc les commandes à



l'étranger aux dépenses exorbitantes, tant Orca c'est 40% des produits italiens, 20% du reste de l'Europe et 40% des produits venant d'Asie.

L'apport de l'investisseur Orca est non négligeable au Congo. Au plan social, ce sont plus de cent emplois directs qui sont créés pour les jeunes.

Orca est aussi d'un apport considérable au fisc et en douanes au Congo; un pays qui, malgré la crise économique qu'il traverse

, garantit le bon climat des affaires.

La société Orca est présente dans quinze pays africains dont la République du Congo. Cet impressionnant magasin de Brazzaville est le deuxième dans le pays, après celui de Pointe-Noire ouvert en 2016 et le vingt-cinquième en Afrique.

Rendez-vous le 31 mai au rond-point de la gare, ex-Monoprix.

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

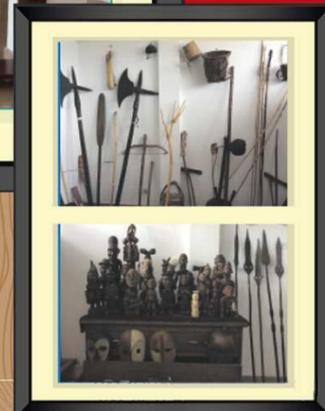
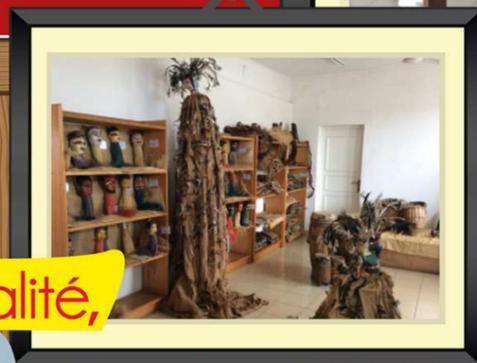
galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

FONCTION PUBLIQUE

Anatole Collinet Makosso définit les critères de recrutement des enseignants

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation qui a séjourné dans les départements de la Cuvette, Sangha et Cuvette ouest, a rassuré les bénévoles, prestataires et finalistes qui sont sur le terrain que l'intégration spéciale envisagée ne concernera que les méritants.

Depuis l'annonce d'un probable recrutement spécial dans les secteurs sociaux dont l'éducation, il y a une effervescence dans les villes, villages et départements du pays où des syndicalistes, cadres du ministère et bien d'autres personnes se mettent à demander les dossiers auprès de qui que ce soit, pour les aider à intégrer la Fonction publique par l'enseignement. Selon le ministre Anatole Collinet Makosso, il n'en sera pas le cas. « Ne perdez pas votre temps, ne prenez pas les dossiers des gens, ne donnez pas vos dossiers chez des tierces personnes. Ne vous laissez pas avoir dans cet environnement où tout le monde pense qu'il peut recourir à des artifices frauduleux pour induire tous les citoyens en erreur », a-t-il averti.

S'agissant de la situation des prestataires, bénévoles et vacataires, il a indiqué que le ministère avait déjà recensé tous ceux qui évoluent sur l'ensemble du territoire national. Prenant l'exemple du département de la Cuvette, sur les

six cent quatre-vingt-quinze recensés, deux cent vingt-deux ont des dossiers qui sont faux. C'est ainsi que le ministre a indiqué à ceux qui ont des dossiers non conformes de ne pas perdre leur temps en envoyant leurs documents car les choses se feront de façon pratique,

sera également observé lorsqu'il s'agira du recrutement des jeunes sortis des facultés qui sont actuellement sur le terrain. « Donc, toute action qui consiste à récupérer les dossiers par des mécanismes autres que celui que je viens de définir est nul et de nul effet.

bli », a insisté le ministre.

Par ailleurs, le préfet du département de la Sangha, Jean Christophe Tchikaya, a rassuré le ministre que cette directive sera respectée à la lettre afin de barrer la route à tous ceux qui se servent de l'enseignement pour intégrer la

nière scientifique, nous voulons des enseignants réels, pas des à peu près. Nous veillerons à cela, nous avons la chance d'avoir un directeur départemental assez rigoureux », s'est-il engagé.

Environ 2 900 enseignants à recruter en 2018

D'après des statistiques, le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation accuse un déficit de près de vingt mille enseignants. Pour résorber cette situation, le gouvernement a mis en place un programme consistant à régulariser le problème des finalistes et tous ceux qui sont sur le terrain. Pour le ministre Makosso, il a été démontré qu'il y avait la possibilité chaque année d'intégrer deux enseignants en compensation d'un qui part à la retraite. En effet, des statistiques ont démontré qu'un enseignant en fin de carrière gagnait environ le salaire de trois nouvelles recrues. « Pour essayer de combler ce déficit, on peut créer des conditions de faire que chaque année, s'il y a mille quatre cents qui vont à la retraite, nous pouvons intégrer le double. C'est une formule qui a été actée. Nous avons cette année plus de mille quatre cents qui pourraient aller à la retraite et il est possible que nous bénéficions d'un recrutement de deux mille neuf cents », a-t-il laissé entendre.

Parfait Wilfried Douniama



Anatole Collinet Makosso posant avec le personnel (Adiac)

technique, scientifique au niveau du ministère. De plus, les listes de tous les bénévoles, vacataires et prestataires sont déjà à la disposition du cabinet.

Quant aux finalistes des écoles professionnelles, Anatole Collinet Makosso a rappelé que le ministère fera recours aux fichiers se trouvant dans leurs administrations respectives. Le même dispositif

Ces dossiers ne seront même pas traités, si vous donnez de l'argent à tel acteur que ce soit de la communauté éducative ou non, dites-vous que ce que vous avez remis ne sera jamais traité, parce que le dispositif est verrouillé et mis en place de telle sorte que ne sera retenu que celui qui aura mérité sur la base du canevas que nous avons éta-

Fonction publique et la quitter par la suite. « Beaucoup de gens sont en train de passer de district en district pour ramasser ou collecter les dossiers moyennant des sommes d'argent. Le ministre peut compter sur nous que cela n'arrivera pas, nous ne laisserons jamais une espèce de faille quelconque, nous voulons que les choses se fassent d'une ma-

BRÈVES

BURKINA FASO/TOGO

Les deux pays ont lancé l'interconnexion de leurs systèmes informatiques douaniers, financée à hauteur de 1 093 786 867 FCFA. L'objectif visé par ce projet est de réduire considérablement le temps consacré aux procédures de transit sur le corridor Lomé – Ouagadougou et contribuer ainsi à la fluidification du trafic entre ces deux pays. Ce qui permettra de réduire le temps de passage aux PCJ de Cinkansé actuellement de 2-3 jours à 1-2 heures. Etant entendu que c'est un corridor particulièrement important où transitent, par exemple, 39 % des marchandises importées au Burkina Faso.

NIGERIA

Transparency international affirme, dans un rapport publié le 28 mai, que l'Etat nigérian utilise les fonds de la caisse noire à des fins de corruption, soit pour renflouer les poches des autorités, soit pour servir à des activités politiques. L'organisation spécialisée dans la lutte contre la corruption à travers le monde a révélé que six cent soixante-dix millions de dollars étaient alloués chaque année à la caisse noire de l'Etat, et que l'utilisation de ces fonds servait généralement à alimenter un large réseau de corruption. Selon le rapport, les « Security votes » sont destinés

à servir de ressources financières immédiates, en cas d'atteinte à la sécurité non seulement de l'Etat fédéral, mais également des Etats fédérés du pays. L'utilisation des « security votes » au niveau de l'Etat nigérian aurait enregistré une croissance de 43% dans le budget 2018, par rapport à celui de 2017, d'après les chiffres de Transparency international.

MALI

Le président malien, Ibrahim Boubacar Keita dit IBK, a officialisé sa candidature à l'élection présidentielle du 29 juillet. Il a défendu son bilan et fixé le cap pour son éventuel deuxième mandat. Ce faisant, il a cité « la sécurisation du territoire, la lutte contre le terrorisme, la paix et la réconciliation et la satisfaction de la demande sociale » comme étant ses priorités. Agé de 73 ans, le président Ibrahim Boubacar Keita a été élu en 2013 pour un premier mandat de cinq ans qui prend fin le 7 septembre.

SÉNÉGAL

Le président de la République, Macky Sall, a décidé le 28 mai de l'augmentation du nombre de boursiers et du taux mensuel des bourses. La mesure prise au terme d'une rencontre avec des étudiants porte la demi-bourse de dix-huit mille à vingt mille FCFA ;

la bourse entière passe de trente-six mille à quarante mille FCFA et la bourse du 3e cycle passe de soixante mille à soixante-cinq mille FCFA. Au même moment, les tickets de restauration passent de soixante-quinze à cinquante FCFA pour le petit déjeuner; le déjeuner et le dîner passent de cent cinquante à cent FCFA. Au Sénégal, le retard du paiement des bourses des étudiants conduit souvent à des affrontements entre ces derniers et les forces de l'ordre. La dernière manifestation date du 15 mai et a conduit à la mort de l'étudiant Fallou Sène, tué par balle à l'Université Gaston-Berger de Saint-Louis (nord). Suite à ce drame, le président Macky Sall a demandé l'audit des bourses.

CENTRAFRIQUE

Les députés centrafricains ont voté par acclamation un projet de loi modifiant une loi de 1965 sur le règlement des pensions, permettant de verser désormais mensuellement ces pensions aux retraités de la Fonction publique centrafricaine. Il s'agit de l'article 40 de la loi 59/65 du 25 janvier 1965 qui stipulait que « la pension et la rente viagère d'invalidité sont payées trimestriellement et à terme échu ». En échangeant brièvement sur certaines questions, des députés se sont interrogés sur les

bas salaires de certains fonctionnaires et agents de l'Etat qui seront divisés par trois afin d'obtenir les pensions mensuelles. Ce qui amènerait certains bénéficiaires à se retrouver avec une pension d'à peu près dix mille francs (dix-huit dollars) par mois, d'où la proposition de revoir à la hausse les salaires et la revalorisation des pensions.

ETHIOPIE

Le pays se fixe pour objectif d'étendre son réseau routier à 200 000 km d'ici à 2020. La couverture routière du pays atteint pour le moment 121 171 km, en comptant les routes de gravier, ce qui rend l'objectif de 200 000 km tout à fait réalisable. En 1991, la couverture routière de l'Ethiopie ne dépassait pas les 19 000 km, dont moins de 6 000 km en zones rurales et environ 12 000 km en zones urbaines. Ce chiffre a donc été multiplié par six au cours des vingt-sept dernières années, selon le ministère éthiopien en charge du réseau routier. La voie ferrée internationale à écartement standard Ethiopie-Djibouti, qui est le premier chemin de fer électrifié d'Afrique de l'est, et le réseau de trains légers d'Addis-Abeba, un projet d'une valeur de 475 millions de dollars américains, constituent deux projets d'infrastructures pionniers en Ethiopie.

Josiane Mambou Loukoula et AFP



**PLAN ÉPARGNE
LOGEMENT**

www.bch.cg

Formule
"clé en main"
Taux à 3,5%
seulement*

*offre soumise à conditions



Souscrivez au Plan Epargne Logement

Un taux de rémunération exceptionnel adapté à vos besoins

Un vrai partenaire

Tableau récapitulatif

Régime catégorie	Régime 4 ans		Régime 5 ans		Régime 6 ans	
	Epargne	Crédit	Epargne	Crédit	Epargne	Crédit
A	50.000	5.271.000	40.000	6.754.000	33.000	8.221.000
B	60.000	6.330.000	48.000	8.105.000	40.000	9.965.000
C	80.000	8.441.000	64.000	10.807.000	54.000	13.452.000
D	100.000	10.551.000	80.000	13.509.000	67.000	16.691.000
E	120.000	12.661.000	96.000	16.211.000	80.000	19.929.000
F	140.000	14.771.000	112.000	18.912.000	94.000	23.417.000
G	160.000	16.881.000	128.000	21.614.000	107.000	26.665.000
H	180.000	18.991.000	144.000	24.316.000	120.000	29.894.000

Avenue Amilcar Cabral, Brazzaville BP 987, République du Congo



BCH



BCH



+242 22 281 25 88



bch@bch.cg

EBOLA

La communauté internationale conjugue ses efforts pour contrôler l'épidémie

Depuis la déclaration de l'épidémie, le 8 mai par la République démocratique du Congo (RDC), la communauté internationale, dont l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), l'Union africaine (UA) et la Chine, a réagi sans tarder en aidant le pays dans la lutte contre la maladie, en vue d'éviter la répétition de la tragédie en Afrique de l'ouest (2014-2016).

Le bilan de l'actuelle épidémie dans le nord-ouest de la RDC, établi le 24 mai, fait état de vingt-sept tués et cinquante-huit cas dont vingt-huit confirmés, vingt et un probables et neuf suspects. Heureusement, jusqu'à présent, cette épidémie a été contrôlée

cin expérimental rVSV-ZEBOV, l'OMS entend mener une riposte sans précédent pour stopper et circonscrire l'épidémie le plus rapidement possible. « *Ce vaccin vient pour bloquer l'évolution de la maladie* », a fait savoir le ministre de la Santé.



dans une zone limitée, le bilan s'est alourdi à un rythme relativement lent et ni la capitale Kinshasa ni les neuf pays voisins de la RDC n'ont enregistré de cas. Cette dernière flambée d'Ebola est la neuvième dans le pays, depuis que le virus y a été découvert en 1976.

Après la confirmation début mai d'un premier cas d'Ebola dans les zones urbaines en RDC, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, s'est déclaré optimiste sur les perspectives du contrôle de l'épidémie dans ce pays africain. « *Je pense que la réponse est très positive* », a-t-il déclaré, no-

L'OMS a déjà dépêché à Kinshasa quelque 7.300 doses de vaccin.

Des pays limitrophes exposés au risque de la maladie

Neuf pays voisins de la RDC, dont le Congo-Brazzaville, la République centrafricaine et l'Angola, font face à un risque élevé de propagation de l'épidémie. Ces pays ont reçu un soutien matériel et en personnel, selon l'OMS.

L'Unicef a assuré, le 24 mai, être engagé auprès des écoliers dans la lutte contre la propagation de l'épidémie d'Ebola dans le nord-ouest de la RDC. L'agence onusienne travaille avec les écoles

plus de 99% en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone. L'OMS avait alors été vivement critiquée pour la lenteur de sa réaction.

De son côté, l'ONG Médecins sans frontières travaille en collaboration étroite avec le ministère de la Santé de la RDC, dans la province de l'Équateur, depuis la déclaration de l'épidémie.

En tant que pays ravagé une fois par l'épidémie d'Ebola, la Guinée a déployé une mission d'agents de vaccination en RDC, pour apporter son expertise dans la lutte contre la fièvre hémorragique à virus Ebola. Cette équipe guinéenne est composée de trente-neuf agents spécialisés dans la vaccination de la population et du personnel de santé contre ce virus. Leur travail consiste à mener une vaste campagne de vaccination sur les personnes proches de malades et non infectées par le virus Ebola, afin de stopper ses ravages dans le pays. D'autres équipes spécialisées dans la prise en charge, l'identification et la vaccination seront également déployées dans les prochains jours.

La Chine prête à voler au secours de la RDC

La Chine suit de près l'épidémie d'Ebola en RDC et est prête à offrir son expérience « *en cas de besoin* », a déclaré, le 20 mai à Genève, le ministre chinois chargé de la Commission nationale de la santé, Ma Xiaowei. « *Nous sommes très préoccupés par le développement de l'épidémie d'Ebola en RDC* », a-t-il indiqué. « *Comme vous le savez tous, en 2014, lorsque l'épidémie d'Ebola s'est déclarée en Afrique de l'ouest, le gouvernement chinois et son peuple ont réagi rapidement et (...) nous avons envoyé des experts et du personnel de santé pour aider les pays d'Afrique de l'ouest* », a rappelé le ministre chinois.

L'épidémie d'Ebola en RDC n'est pas actuellement une urgence de portée internationale, a estimé, le 18 mai l'OMS. « *Le risque de propagation internationale est particulièrement grand* » mais il y a de fortes raisons de croire que « *cette situation peut être maîtrisée* », a assuré Robert Steffen, le président du Comité d'urgence de l'OMS.

Les prochaines semaines seront cruciales pour déterminer si l'on peut contrôler l'épidémie d'Ebola à l'intérieur des frontières de la RDC. Selon un fonctionnaire de l'OMS, les risques de propagations sont assez élevés, mais grâce aux riches expériences de la RDC dans sa lutte contre cette maladie et à la réaction rapide et efficace de la communauté internationale, le contrôle et le freinage de l'épidémie dans les meilleurs délais sont possibles.

TANZANIE

Dépistage renforcé du virus Ebola aux frontières

Dar es Salaam a commencé à utiliser des technologies de pointe pour contrôler les passagers arrivant à ses ports et aéroports, pour faire face à l'épidémie qui sévit en République démocratique du Congo (RDC) voisine et qui a causé vingt-deux décès, a déclaré, récemment, le vice-ministre tanzanien de la Santé, Faustine Ndugulile.

Le vice-ministre a demandé aux autorités compétentes de contrôler tous les passagers arrivant à l'aéroport international Julius-Nyerere, à Dar es Salaam. Un centre spécial a été installé à l'aéroport

« Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour nous assurer que la maladie ne pénètre pas dans le pays »,

pour traiter les personnes chez qui le virus Ebola est diagnostiqué. « *Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour nous assurer que la maladie ne pénètre pas dans le pays* », a déclaré le vice-ministre de la Santé, ajoutant qu'aucun cas n'avait été diagnostiqué en Tanzanie jusqu'à présent. Il a déclaré que des mesures avaient également été mises en place pour

assurer un meilleur contrôle dans d'autres points d'entrée. La semaine dernière, la Tanzanie a rejoint ses voisins, l'Ouganda et le Kenya, en émettant une alerte face à l'épidémie d'Ebola en RDC. Ummu Mwalimu, ministre tanzanien de la Santé, a ajouté que le gouvernement avait ordonné aux médecins de toutes les régions du pays de renforcer la surveillance.

C'est la neuvième fois que la RDC est frappée par une épidémie d'Ebola depuis 1976.

Le virus Ebola est hautement contagieux. Son taux de mortalité se situe entre 50 et 89%, selon l'Organisation mondiale de la santé.

Xinhua

FLEUVE CONGO

Pas de transfèrement vers le lac Tchad sans un accord de Kinshasa et Brazzaville

La question n'a pas manqué de s'inviter aux dernières assises sur la relance de l'électricité en RDC. Réagissant à une inquiétude des autorités de la province RD-congolaise de l'Équateur, la Banque africaine de développement (BAD) a réaffirmé que les positions de la RDC et la RC primeront dans le dénouement de ce projet.

Appelé à clarifier la position de la BAD sur un éventuel transfèrement des eaux du fleuve Congo vers le lac Tchad asséché, Donatien Kwasi a expliqué que ce genre de projet ne se réalise pas sans des préalables. Outre l'aval des deux pays qui gèrent cet important cours d'eau, deuxième fleuve au monde par son débit après l'Amazonie, il y a aussi les études à réaliser sur les retombées possibles tant sur l'écosystème que l'environnement. En avril dernier, la société civile du secteur environnemental est montée au créneau pour exiger que Kinshasa adopte une position claire sur cette problématique au regard des enjeux vitaux pour le pays.

Jusqu'à-là, les inquiétudes semblaient se concentrer autour des effets directs possibles sur la biodiversité et l'hydrographie. Certains experts n'excluaient pas non plus un grave dysfonctionnement du barrage d'Inga, avec des conséquences sur la fourniture en électricité par cette principale infrastructure énergétique du pays. Les plus pessimistes intégraient les effets

incalculables sur la navigation sur le fleuve Congo et, par ricochet, le fonctionnement des ports de Matadi et Boma. Récemment, les autorités de la province de l'Équateur ont mis l'accent sur une menace qui pèse désormais sur un projet régional d'électrification de la province équatorienne et la Centrafrique. Financée par la Banque mondiale, le projet de relance de la production du barrage de Mobayi Bongo est menacé aujourd'hui. Le gouvernorat de l'Équateur a souhaité que la BAD ne néglige pas les différents problèmes qui se posent pour la province si rien n'est fait pour mesurer l'ampleur exacte des dommages d'un tel projet pour le pays et la sous-région. Pour la petite histoire, ce projet date des années 1970, avec des rebondissements cycliques. À l'époque, il s'était posé la question du transfert de l'eau à la suite de la grave sécheresse qui a sévi au Sahel africain. La superficie du lac était passée de 22 000 à 8 000 km² en un laps de temps. Entre-temps, l'on a observé une augmentation des précipitations dans la zone de la forêt tropicale humide de l'Afrique, notamment dans le bassin versant du fleuve Congo. Beaucoup estimaient, à cette époque, que l'une des solutions était simplement de transférer massivement l'eau des régions excédentaires du bassin versant du fleuve Congo vers les zones déficitaires du Sahel, entre les affluents nord du fleuve Congo et le bassin versant du Chari, principal tributaire du lac Tchad.

Laurent Essolomwa

« Ce vaccin vient pour bloquer l'évolution de la maladie »

tant qu'il était particulièrement heureux de voir un consensus de la part des partenaires, selon lequel ce qui s'est passé en 2014 en Afrique de l'ouest ne doit pas se répéter.

Le 21 mai, le ministre de la Santé de la RDC, Oly Ilunga, a lancé à Mbandaka, une ville portuaire de 1,2 million d'habitants, la campagne de vaccination contre l'épidémie de fièvre hémorragique à virus Ebola qui sévit dans la province de l'Équateur. C'est la première fois que l'OMS utilise le vaccin dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola. Après la vaccination des personnels médicaux, le traitement va immédiatement être administré aux malades et à leurs proches. La vaccination va empêcher d'une manière efficace la propagation de l'épidémie, assure l'OMS. Avec le déploiement du vac-

locales pour qu'en cas de contamination d'un élève, celui-ci soit rapidement pris en charge.

Pour sa part, l'UA a annoncé, le 12 mai, que le Centre africain de prévention et de contrôle des maladies (Africa CDC) a lancé une opération d'urgence afin de soutenir le combat de la RDC contre Ebola, en mobilisant son équipe de réponse à l'épidémie en vue d'un déploiement imminent. L'équipe comprend des experts qui ont déjà participé à des expériences précédentes (en Afrique de l'ouest en 2014 et en RDC en 2017) en matière de réponse apportée à des épidémies d'Ebola.

L'épidémie d'Ebola la plus violente de l'histoire a frappé l'Afrique de l'ouest entre 2014 et 2016, causant plus de onze mille trois cents morts sur quelque vingt-neuf mille cas recensés, à

LIBYE

Les élections législatives et présidentielle prévues le 10 décembre

La conférence internationale tenue à Paris, le 29 mai, a fixé le cap en arrêtant les dates des consultations électorales dans le pays.

La rencontre de Paris s'est déroulée sur l'initiative du président français, Emmanuel Macron, sous la houlette des Nations unies. Les quatre éminents responsables libyens ainsi qu'une vingtaine de pays et d'acteurs régionaux y ont pris part. Les représentants libyens à Paris se sont engagés à adopter une base constitutionnelle pour les élections et des lois adaptées d'ici au 16 septembre, pour que se tiennent ces élections législatives et présidentielle le 10 décembre de cette année. Ils ont affirmé leur détermination à lutter contre les obstructions au processus électoral dont les responsables devront «rendre des comptes», sans en préciser les contours. Il a été toutefois noté l'absence de certaines milices et mouvances djihadistes à Paris, peut-être visées par le paragraphe.

Une déclaration commune a été actée, «de manière constructive» fixant des élections législatives et présidentielle «dignes de foi et pacifiques». Les principaux acteurs libyens se sont engagés à «en respecter les résultats». Initialement

prévue à Paris, la signature de l'accord n'a pas eu lieu. Emmanuel Macron a expliqué les raisons lors de la conférence de presse.

Qu'à cela ne tienne, il a qualifié la convergence des opinions, internationales et libyennes, d'«historique», et d'«étape clé pour la réconciliation». Le représentant spécial des Nations unies en Libye, Ghassam Salamé, s'est voulu direct : «Nous ne remplaçons pas les Libyens, c'est à eux à s'entendre entre eux». Ce qu'il a qualifié de «capital», saluant «le volontarisme, l'obstination et l'entêtement» du président français, sans lesquels «cet accord n'ait pas eu lieu». Pour lui, l'intérêt libyen doit primer.

«Assez de sang a coulé», a déclaré, pour sa part, le Premier ministre Fayez al-Sarraj, qui a appelé à l'arrêt des combats en terre libyenne et au dialogue inclusif. Il a insisté sur «l'ingérence négative des pays extérieurs» qui ont souvent pesé sur les accords et au respect de l'Accord pris cette fois-ci à Paris. Néanmoins, il a retenu deux grandes écueils à cet accord : le risque terroriste et l'insécurité.



Les dirigeants libyens à l'Élysée à Paris, le 29 mai 2018

Le Premier ministre libyen pense, en effet, que «la soumission de l'autorité militaire à l'autorité civile» est une base claire dans la pacification et la stabilité de la Libye. Les forces de sécurité libyennes ont été chargées de garantir le processus électoral sans ingérence. La déclaration a appelé les autorités

libyennes à mettre fin aux gouvernements et institutions parallèles et à encourager le dialogue sous les auspices des Nations unies, de concert avec les institutions libyennes.

Emmanuel Macron s'est félicité du sentiment de responsabilité de tout le monde. «Une étape im-

portante et indispensable pour la Libye où parfois, nous avons décidé de nous substituer à la décision des Libyens», s'est-il réjoui. Grâce aux élections législatives et présidentielle, le président français veut rendre au peuple libyen sa souveraineté.

Noël Ndong

Déclaration politique sur la Libye

Rappelant l'engagement pris par la communauté internationale de soutenir la paix, la sécurité et la stabilité en Libye ;

Rappelant que la situation politique et sécuritaire actuelle en Libye est intenable ;

Rappelant l'appel vigoureux de tous les Libyens en faveur d'élections dignes de foi, ouvertes à tous et pacifiques ;

Conformément à l'Accord politique libyen (APL) du 17 décembre 2015 ;

Conformément à la feuille de route politique sans exclusive présentée aux Nations unies le 20 septembre 2017 et entérinée par la communauté internationale, Dans le contexte d'un processus mené par les Libyens et du plein engagement de toutes les parties libyennes intéressées, nous nous sommes engagés le 29 mai 2018 à Paris, sous les auspices des Nations unies et en présence de représentants de la communauté internationale, à œuvrer de manière constructive avec les Nations unies en vue d'organiser dès que faire se pourra des élections dignes de foi et pacifiques, et à en respecter les résultats lorsqu'elles auront eu lieu. Nous sommes, en outre, convenus des principes ci-après à l'appui des efforts déployés par les Nations unies pour stabiliser la Libye :

I. Reconnaissance de l'importance que revêt l'élaboration d'une base constitutionnelle pour les élections et soutien au représentant spécial du secrétaire général des Nations unies (RSSG) dans le cadre de ses consultations auprès des autorités libyennes portant sur une proposition de Constitution et sur le calendrier de son adoption. L'adoption de la Constitution constituera une étape essentielle pour la souveraineté de la nation libyenne.

II. Accord sur l'organisation d'élections législatives ainsi que présidentielle, dans les conditions arrêtées par le RSSG, en concertation avec le gouvernement d'entente nationale (GEN), la Chambre des députés,

le Haut conseil d'État (HCE) et la Haute Commission électorale nationale (HCEN). Les parties se sont engagées à mettre en place leur base constitutionnelle pour les élections et à adopter les lois électorales nécessaires d'ici le 16 septembre 2018, ainsi qu'à tenir les élections parlementaires et présidentielle le 10 décembre 2018. Ces élections devront avoir été bien préparées avec l'ensemble des institutions libyennes afin de promouvoir l'objectif partagé de stabiliser et d'unifier la Libye.

III. S'engager solennellement à accepter les conditions applicables aux élections telles qu'énoncées dans l'exposé présenté le 21 mai au Conseil de sécurité des Nations unies par le RSSG, notamment une nouvelle campagne d'inscription sur les listes électorales pendant une durée complémentaire qui sera déterminée par la Haute commission nationale électorale haute en concertation avec les Nations unies. Les dirigeants libyens s'engagent à accepter les résultats des élections et à veiller à ce qu'un financement approprié et des dispositions solides en matière de sécurité soient mis en place. Ceux qui enfreindront ou entraveront le processus électoral auront à en rendre compte.

IV. Accord en vue d'œuvrer de manière constructive avec les Nations unies pour faire en sorte que les conditions requises en matières technique, législative, politique et de sécurité soient réunies pour des élections nationales, notamment l'adoption et la mise en œuvre de la législation électorale requise par la Chambre des députés, conformément au calendrier adopté, et le mécanisme de concertation avec le Haut conseil d'État convenu dans le cadre de l'APL.

V. Les forces de sécurité libyennes officielles, avec le soutien approprié et la coordination des Nations unies ainsi que des organisations régionales et de la communauté internationale, seront chargées de garantir le processus électoral et l'exercice du droit de tous les Libyens d'exprimer pacifiquement et démocratiquement

leur volonté quant à l'avenir de leur pays. Aucune obstruction ni ingérence dans le processus de vote ne sera tolérée et les personnes responsables auront à en rendre compte.

VI. Engagement d'améliorer le climat en vue des élections nationales par tous les moyens possibles, notamment en transférant le siège de la Chambre des députés conformément à la Déclaration constitutionnelle, et en œuvrant à mettre un terme au dédoublement des institutions et structures gouvernementales à terme, et encourager la Chambre des députés et le HCE, à s'employer immédiatement à unifier la Banque centrale de Libye et d'autres institutions.

VII. Engagement de soutenir les efforts déployés par les Nations unies pour mettre en place des institutions militaires et de sécurité professionnelles, responsables et unifiées, d'encourager le dialogue en cours au Caire et d'œuvrer de manière constructive en vue d'unifier les institutions militaires et de sécurité de Libye.

VIII. Accord en vue de participer à une conférence politique ouverte à tous afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la présente déclaration, sous les auspices des Nations unies et conformément au calendrier et aux modalités arrêtés par le RSSG, de concert avec les institutions libyennes. Alors que les dirigeants libyens prennent ces engagements, la communauté internationale est unie dans son soutien à tous les Libyens qui œuvrent de manière constructive avec les Nations unies en vue d'élections nationales dignes de foi, sûres et pacifiques, et aspirent à bâtir un avenir plus prospère pour le peuple de Libye grâce à des réformes appropriées et substantielles de leur modèle économique.

Déclaration conjointe de Fayez al-Sarraj, Aguila Saleh, Khalid Meshri, Khalifa Haftar.

CRISE LIBYENNE

Denis Sassou N'Guesso à la conférence de Paris

Répondant à l'invitation de la France, pays initiateur de la Conférence internationale sur la Libye sous l'égide des Nations unies, le président congolais, suivant l'ordre protocolaire, après ses homologues du Niger et du Tchad, a été reçu, en fin de matinée du 29 mai, par le chef de l'Etat français, Emmanuel Macron.

L'invitation du président du comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye à la conférence de Paris peut être considérée comme un écho aux protestations que l'organisation

continentale a maintes fois exprimées au sujet des initiatives tendant à écarter ou ignorer la voix de l'Afrique dans la résolution de la crise libyenne.

Avec cette implication élar-



Les participants à la Conférence internationale sur la Libye écoutant, le 29 mai à l'Élysée, un accord verbal entre les différentes parties concernant l'organisation d'une élection démocratique cette année

gie, contrairement à la première conférence du 25 juillet de l'année dernière à Saint Cloud, le président Macron a invité à Paris toutes les parties libyennes concernées, dont le ma-

réchal Khalifa Haftar, qui règne dans l'est de la Libye, et le président du Conseil présidentiel libyen, Fayez Al Sarraj.

L'UA, l'Union européenne, la Ligue arabe, la Turquie,

le Maroc, l'Algérie, l'Égypte, le Tchad ainsi que le chef de la mission de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé, étaient également associés à la réflexion à Paris.

Ainsi, impliqué dans la résolution de ce conflit, le président Denis Sassou N'Guesso n'a jamais cessé de lancer des appels à la sagesse, à la réconciliation et à l'union, et plaidé pour que s'accorde la communauté internationale et l'Union africaine dans une démarche concertée de sortie de crise.

« Toute initiation internationale sur la Libye devrait prendre en compte

conciliation ».

A huis clos, les acteurs nationaux et internationaux ont travaillé sur une feuille de route prévoyant la tenue d'élections présidentielle et législatives et la simplification des institutions libyennes, avec une seule banque centrale et un seul parlement, ainsi qu'un travail d'unification des forces armées dans le pays. Mais organiser des élections suppose maintenant de réunir les conditions adéquates à leur tenue, avec un nouveau cycle d'inscription des électeurs, des fonds appropriés, des mesures de sécurité

Les quatre principaux acteurs libyens

La Libye est, depuis la mort, en 2011, de Mouammar Kadhafi, un pays morcelé, qui compte une multitude de forces rivales attachées à des groupes ou factions qui se livrent à une lutte acharnée pour la domination du pays. Quatre acteurs principaux de la crise se sont engagés, le 29 mai, à travailler ensemble pour que des élections législatives et présidentielle se tiennent le 10 décembre.

Fayez al-Sarraj. Chef du gouvernement d'Union nationale (GNA), reconnu par la communauté internationale et issu de l'accord interlibyen signé fin 2015, au Maroc (Skhirat), sous l'égide de l'ONU. Il est entré en fonction, en mars 2016, sans obtenir jusqu'ici la confiance du parlement basé dans l'est du pays, qui lui est toujours hostile. Il est appuyé dans la capitale par trois importantes milices tripolitaines en charge également de la sécurité à Tripoli et ses banlieues.

Le GNA ne fait toujours pas l'unanimité dans le pays, même si plusieurs villes de l'ouest ont proclamé leur allégeance.

Khaled al-Mechri. Président du Conseil d'Etat (l'équivalent d'une chambre haute) qui siège dans la capitale Tripoli. Cette instance consultative issue également de l'accord de Skhirat est formée en grande partie d'ex-membres du Congrès général national (CGN, ex-parlement) issu des élections de 2012, hostiles au maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'est. Khaled al-Mechri a été élu, début avril, à la tête du conseil en remplacement d'Abderrahman al-Swehli, un influent homme politique de la ville de Misrata.

Le nouveau président du conseil est un membre du Parti justice et construction des frères musulmans libyens.

Khalifa Haftar. Homme fort de la Cyrénaïque, la partie orientale du pays, et chef de l'Armée nationale libyenne (ANL, autoproclamée). Il est accusé par ses détracteurs de vouloir instaurer une nouvelle dictature militaire en Libye et d'être soutenu par des forces étrangères : l'Égypte, les Emirats arabes unis et la France. L'ANL contrôle l'est libyen, le Croissant pétrolier à la frontière égyptienne, à l'exception de Derna, contrôlée par une milice jihadiste pro Al-Qaïda. L'ANL est aussi présente dans le sud, notamment à Koufra et aux alentours de Sebha.

Elle est formée d'anciens officiers de l'armée libyenne, de miliciens, de combattants sans formation militaire issus des tribus alliées, mais aussi de salafistes non jihadistes.

Le 7 mai, le maréchal Haftar a lancé une offensive pour « libérer » Derna.

Aguila Salah. Il est le président du parlement élu en 2014, une assemblée, qui a rapidement été contrainte de s'exiler à Tobrouk, dans l'est libyen, après qu'une coalition de milice (Fajr Libya) s'est emparée de la capitale Tripoli. A l'ouest, le parlement sortant, le CGN, avait contesté plusieurs irrégularités dans la prise de fonction de la nouvelle assemblée et refusé de céder la place. Le maréchal Haftar dit tirer sa légitimité de ce parlement exilé.

A sa tête, Aguila Salah, un ancien juge, compte notamment sur le soutien de sa tribu, al-Obeïdat, une des plus puissantes de l'est libyen.

D'après AFP

RAPPEL DES FAITS

Après la mort de Mouammar Kadhafi, en 2011, le pays a organisé des élections libres, mais les milices lourdement armées ont continué à faire la loi et le pays s'est enfoncé dans des blocages politiques, l'instabilité gagnant du terrain. Depuis août 2014, la Libye est divisée en deux coalitions, avec deux autorités, exposées à des influences étrangères. A Tripoli, l'autorité est dominée par des islamistes et de nouvelles élites issues de la révolution. À Tobrouk, des laïcs qui appartiennent à l'ancienne élite ont pris le pouvoir. A cette ligne de fracture s'ajoutent de nombreux conflits locaux notamment dans le Sud qui s'estime délaissé. Ce climat profite à des organisations terroristes comme l'Etat islamique, apparu récemment en Libye.

l'Union africaine et sa feuille de route pour sortir ce pays de cette situation », avait réagi, en son temps, l'Union africaine qui soutient, par ailleurs, que la réconciliation entre Libyens devrait précéder l'organisation des élections. A l'évidence, c'est cette position qu'a défendue le président du comité de l'UA sur la crise libyenne. Car, les consultations électorales sont, souvent, sources de conflit et de division. De ce fait, avance-t-on de source sûre dans la délégation, « il serait plutôt judicieux de commencer par une conférence de ré-

adaptées. Une nouvelle loi électorale devra être adoptée par la Chambre des représentants et un projet de Constitution proposé tandis que la Haute Commission électorale nationale, organe chargé de la tenue des élections, devra clarifier le cadre juridique de la participation des partis politiques. Rappelons que Brazzaville, capitale du Congo, a déjà abrité deux réunions en 2017 et en 2018 pour permettre à l'Afrique d'avoir une voix forte sur la crise libyenne.

Marie Alfred Ngoma
et Bénédicte de Capèle

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recrute un Auditeur interne.

PROFIL RECHERCHE :

- Avoir un Bac +4 / 5 en Audit ou contrôle de gestion ;
- Avoir tout au moins trois (3) ans d'expérience dans le métier d'auditeur ou au sein d'un cabinet de grande renommée serait souhaitable.
- Avoir une maîtrise parfaite des normes d'audit interne ainsi que sur la réglementation en vigueur ;
- Avoir une parfaite connaissance des règlements COBAC ;
- Savoir mener une mission avec les commissaires aux comptes sur la revue limitée, le pré-closing et la clôture des comptes ;
- Savoir élaborer le plan d'audit et sa mise en œuvre ;
- Savoir réaliser des missions d'audit ;
- Savoir promouvoir et participer au processus de management des risques ;
- Savoir entretenir les relations avec les contrôleurs externes ;
- Savoir effectuer le suivi des recommandations des audits internes et externes ;
- Savoir conduire à la demande des missions de conseil auprès des directions ;
- Savoir effectuer un reporting de son activité ;
- Avoir une capacité de synthèse ;
- Avoir un esprit ouvert ;
- Etre disponible
- Etre bilingue (anglais), une autre langue serait un atout non négligeable ;

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv avec photo et lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante :

Recrutement.talent@yahoo.com

NB : seuls les candidats (es) présélectionné (es) seront convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

**Le Musée Galerie du Bassin du Congo**

Présente

Du 04 mai au 04 juillet 2018, **LES FEMMES PLASTICIENNES DU CONGO (AFPC)** dans "l'évolution de la femme africaine au cours du temps" une exposition vente de **peinture, Sculpture, art Batik, Photographie.**

Spéciale hommage à Tatiana TSOLO



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE



IMPRIMERIE DU
BASSIN DU CONGO

Adresse : 84, Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO, dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville. +242 06 666 70 65



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guessou
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:

*Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)*



CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

La 107^e session se penche sur la lutte contre les violences

Dans la ville de Genève, en Suisse, environ quatre mille représentants des travailleurs du monde échantillon, du 28 mai au 8 juin, sur les questions liées au harcèlement en milieu professionnel.

Les assises rassemblent des délégués des travailleurs ainsi que des employeurs et des gouvernements venus des cent quatre-vingt-sept Etats membres de l'Organisation internationale du travail (OIT), aux côtés des présidents colombien, Juan Manuel Santos; centrafricain, Faustin-Archange Touadéra; iraquien, Haider al-Abadi; et irlandais, Michael Higgins. Le Congo y est représenté par le vice-ministre chargé du Travail, Firmin Ayessa, et le ministre de l'Enseignement technique, professionnel et de l'emploi, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes.

Mettant en garde la communauté internationale sur le regain des tensions dans le monde, notamment en milieu du travail, le directeur général de l'OIT, Guy Ryder, a, lors de la cérémonie d'ouverture, exhorté les participants à mettre sur pied une réglementation efficace, capable de faire en sorte que le monde

du travail soit exempt de toute sorte de violence et de harcèlement. « Pendant nos discussions, toutes les formes de violence doivent être visées et débattues », a-t-il insisté, avant d'inviter les participants à faire preuve d'un esprit de tripartisme, de compromis et de consensus pour affronter les défis du monde du travail. Les-

« Pendant nos discussions, toutes les formes de violence doivent être visées et débattues »

prît renouvelé de tripartisme gouvernement, employeur et employé, a-t-il indiqué, est une condition préalable à la réussite de la conférence dont l'objectif principal est de définir la politique générale de l'organisation. En effet, outre la question de la lutte contre les actes de violence au travail, les conférenciers aborderont aussi d'autres sujets ayant trait au travail, entre autres, la situation des droits des travailleurs dans le monde entier, l'étude des instruments relatifs au temps de travail, l'égalité des droits des femmes au travail, le dialogue social et l'application des normes qui ré-

gissent le travail.

Selon le responsable de l'OIT, pendant ces onze jours de travaux, les débats s'articuleront autour de quatre thèmes, à savoir pourquoi la création d'emploi et le travail décent sont-ils si importants pour promouvoir une paix durable? Que nous disent les récentes expériences du terrain de la contribution du travail décent à la satisfaction des besoins des personnes concernées, en particulier les femmes et les jeunes travailleurs? Comment les interventions sur la promotion de l'emploi peuvent-elles le mieux contribuer à la prévention des conflits, au maintien de la paix et à la résilience? Quelle contribution les partenariats stratégiques peuvent-ils apporter au programme de développement durable et de maintien de la paix; et quel rôle pour l'OIT? Notons que le 7 juin, un sommet de haut niveau axé sur le monde du travail et le rôle de l'emploi et du travail décent sera aussi organisé à Genève. Il sera destiné à assurer la paix et la stabilité dans les pays émergents, notamment ceux dominés par les situations de crises, de conflits et de catastrophes. Le thème choisi est « Paix et résilience ».

Rock Ngassakys

ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE ÉCONOMIQUE

Le Rwanda ratifie le document

Le pays est devenu le troisième du continent à approuver l'accord de libre-échange économique, selon un communiqué de l'Union africaine (UA).

Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a reçu, le 26 mai, de la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, les instruments de ratification de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale (Zlec), le protocole de libre circulation et le passeport africain, indique le communiqué.

La ratification de la Zlec par le Rwanda suit celles du Ghana et du Kenya. C'est le premier pays à ratifier le protocole sur la libre circulation des personnes et le passeport africain.

Le président de la Commission de l'UA a félicité le Rwanda pour cette étape importante, qui illustre encore davantage l'engagement de ses dirigeants envers les objectifs et idéaux de l'UA.

Le président a invité les autres Etats membres ne l'ayant pas encore fait à prendre les mesures requises pour devenir parties à la fois de la Zlec et du Protocole sur la libre circulation des personnes et le passeport africain.

La Zlec est cruciale pour le développement économique de l'Afrique et son intégration, pour faciliter la libre circulation des personnes, des biens et des services sur le continent.

En mars dernier, quarante-quatre Etats membres de l'UA ont signé la Zlec lors du sommet extraordinaire de l'UA à Kigali, au Rwanda. Sa ratification par un minimum de vingt-deux pays est nécessaire pour que la Zlec entre en vigueur, ce qui réunira 1,2 milliard de personnes pour un produit intérieur brut combiné de plus de deux mille milliards de dollars.

TANZANIE

Dix-sept mille hectares de cultures détruits

Les autorités locales ont déclaré, le 27 mai, que les ravageurs se sont attaqués aux cultures vivrières et commerciales dans le district de Kilosa, dans l'est du pays.

Les ravageurs, tels que les chenilles légionnaires d'automne, les rats et les oiseaux, ont principalement attaqué les fermes de maïs, de riz et de coton, a fait savoir Tatu Kachenje, responsable agricole du district.

Au total, 16 531 hectares de maïs et six cent vingt-cinq hectares de riz ont été détruits, tandis que huit cent huit hectares de coton ont été envahis par des cicadelles qui injectent des toxines dans les feuilles en se nourrissant. « Les premiers rapports d'évaluation des experts indiquent que les récoltes de maïs chuteront à 100 354 tonnes », a déclaré Tatu Kachenje, affirmant qu'une partie du district était menacée de pénurie alimentaire dans les mois à venir. « Nous allons connaître une baisse de trente-trois mille soixante-deux tonnes de maïs dans cette saison de récolte », a-t-elle annoncé. Elle a indiqué que des pesticides avaient été distribués pour lutter contre les insectes et que les agriculteurs étaient informés des moyens d'identifier et de contrôler les ravageurs.

Xhinua

NÉCROLOGIE

L'ambassade de Turquie a la profonde douleur d'annoncer le décès de Nady Doublie, ancien Consul honoraire de Turquie à Brazzaville, à l'âge de 79 ans. Nady Doublie était un entrepreneur de bâtiment et travaux publics reconnu en République démocratique du Congo, puis en République du Congo. Il a occupé le poste de Consul honoraire de Turquie pendant près de quinze ans, et a contribué significativement au développement des relations turco-congolaises. Le décès est survenu à Paris le 8 mai 2018 suite à une grave maladie. Les funérailles ont eu lieu en France le 18 mai dernier. Les messages de condoléances peuvent être adressés à son frère, M. Emir Doublie, 70, avenue Nelson Mandela, centre-ville Brazzaville.



IN MEMORIAM

30 mai 2005- 30 mai 2018

Voici 14 ans que Mme Dibas-Franck Pascaline De Jésus était arrachée à l'affection des siens. En cette date de souvenirs et de triste anniversaire, toute la famille prie tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse pour elle. Toujours affligés, nous rendons grâce à Dieu de ce que son âme repose en paix pour l'éternité.

Maman, nous ne t'oublierons jamais !



ELECTIONS

Dignité humaine s'engage dans l'encadrement de la jeunesse

L'association a but non lucratif bénéficie de l'appui d'une structure belge pour mener son action à Kinshasa, en rapport avec les scrutins prévus en décembre.

Le projet initié par l'association Dignité humaine (DH) consiste à organiser des échanges entre la Commission électorale nationale indépendante (Céni) et des jeunes réunis au sein des Cercles de réflexion et d'actions citoyennes (Crac), a indiqué son coordonnateur national adjoint en charge du programme de suivi des antennes et groupes thématiques de développement, Pablo Muke, au cours d'une conférence de presse organisé le 24 mai. Ce projet bénéficie de l'appui financier du Mouvement Nord-Sud en Flandres-11. 11. 11, basé en Belgique. L'encadrement des jeunes kinois sur le processus électoral est amorcé en prélude des échéances électorales prévues en décembre, selon le calendrier de la Céni. DH compte implémenter ce projet dans cinq communes pilotes de la capitale, notamment Kisenso, Ngaliema, Limete, Mont-Ngafula et Ngaba. Selon Pablo Muke, son association a déjà organisé des rencontres axées sur la mise à niveau du processus électoral dans les rues, à travers une initiative dénommée « Couloirs électoraux ». Le but est de recueillir les préoccupations des jeunes et les transmettre à la Céni afin de nouer opportunément des contacts avec la masse électorale et répondre directement et de manière précise aux desiderata, au bénéfice de l'ensemble de la population concernée par cette stratégie de sensibilisation.

« C'est notre occasion d'éradiquer le fléau de la désinformation et de l'intoxication de la population. C'est autant le rôle de la société civile, considérée comme courroie de transmission entre la population et les décideurs. Etant en pleine année électorale, nous nous focalisons sur ce processus et nous profitons des discussions des jeunes des rues pour essayer de les faire participer au processus électoral afin que nous, animateurs, puissions orienter les débats et rendre disponible la vraie information auprès d'eux », a soutenu Pablo Muke. Le programme d'accompagnement de la population au processus électoral comprend trois volets d'intervention fondés sur l'encadrement des Crac et la responsabilité des jeunes face à ce processus. Le projet poursuit donc un double objectif de faciliter l'accès à l'information et de rapprocher la Céni de la masse électorale. Il entre dans le cadre des actions menées par DH depuis le début de cette année. Dans ses trois volets, ce programme comporte deux autres projets concernant respectivement le déploiement des boîtes à suggestions et la vulgarisation de certains textes légaux en rapport avec les élections. Il s'agit du code de bonne conduite des partis et regroupements politiques, de la règle d'or élaborée par les chefs des confessions religieuses et le code de bonne conduite des observateurs électoraux. « Nous allons accompagner ce projet pour que les jeunes se l'approprient et contribuer à l'organisation apaisée des élections en RDC », a précisé Pablo Muke.

Martin Enyimo



Pablo Muke de Dignité humaine

ral afin que nous, animateurs, puissions orienter les débats et rendre disponible la vraie information auprès d'eux », a soutenu Pablo Muke.

Le programme d'accompagnement de la population au processus électoral comprend trois volets d'intervention fondés sur l'encadrement des Crac et la responsabilité des jeunes face à ce processus. Le projet poursuit donc un double objectif de faciliter l'accès à l'information et de rapprocher la Céni de la masse électorale. Il entre dans le cadre des actions menées par DH depuis le début de cette année. Dans ses trois volets, ce programme comporte deux autres projets concernant respectivement le déploiement des boîtes à suggestions et la vulgarisation de certains textes légaux en rapport avec les élections. Il s'agit du code de bonne conduite des partis et regroupements politiques, de la règle d'or élaborée par les chefs des confessions religieuses et le code de bonne conduite des observateurs électoraux. « Nous allons accompagner ce projet pour que les jeunes se l'approprient et contribuer à l'organisation apaisée des élections en RDC », a précisé Pablo Muke.

COOPÉRATION

Le monde universitaire plaide pour la réouverture de la Maison Schengen

La fermeture de la structure aurait occasionné des conséquences sur le plan de la recherche et de la formation des postulants congolais.

Des voix scientifiques se sont élevées pour appeler à la réouverture de la Maison Schengen. Dans un plaidoyer, des chercheurs des universités et autres scientifiques cités par radiokapi.net notent que le fonctionnement de ce dispositif faciliterait l'obtention des visas pour des voyages de recherche et de formation dans les pays de l'espace Schengen.

Relevant les conséquences néfastes de la fermeture de la Maison Schengen, un professeur à la faculté de médecine de l'Université de Kinshasa, Dieudonné Moinongo, cité par la radio onusienne, a conseillé de considérer également les aspects scientifiques et de recherche au lieu de voir seulement les intérêts politiques. « La fermeture de la Maison Schengen est une façon de retarder le développement de notre pays car, elle a un impact négatif sur la recherche. Nous savons qu'il y a des intérêts politiques que nos politiciens cherchent à sauvegarder [...] Nous demandons aux autorités d'ouvrir la Maison Schengen, parce que ça pénalise toute une nation », a-t-il dit.

Dans ce plaidoyer, il est fait remarquer que depuis la fermeture de cette structure, les pays européens, restant solidaires à la Belgique, refusent d'octroyer les visas devant permettre notamment aux chercheurs congolais de participer aux enseignements et autres conférences internationales. « Depuis la fermeture de la Maison Schengen, nous les chercheurs en général et les autres secteurs aussi- comme les malades qui doivent être évacués à l'extérieur du pays, sommes pénalisés », a soutenu cet enseignant. Il a déploré le fait qu'ils ne peuvent plus participer à des conférences internationales et les assistants qui doivent avoir des cours pour les diplômes interuniversitaires sont également bloqués.

Rappelons que le gouvernement congolais avait demandé, le 24 janvier dernier, la cessation immédiate des activités de la nouvelle Agence belge de développement et la fermeture de la Maison Schengen, structure consulaire de délivrance des visas pour tous les pays de l'Espace Schengen géré par l'ambassade de Belgique en RDC. Les autorités congolaises avaient ainsi réagi à la suspension, par la Belgique, de la coopération bilatérale.

Lucien Dianzenza

ENJEUX POLITIQUES

Paris, Luanda et Kigali appellent au respect de l'accord de la Saint-Sylvestre

Tout en insistant sur l'impérieuse nécessité de préserver un climat de paix sur le territoire congolais, les chefs d'État français, angolais et rwandais ont, au cours de leurs derniers entretiens à l'Élysée, exigé tout simplement à la République démocratique du Congo (RDC) l'application des engagements pris le 31 décembre 2016, gage, selon eux, de la stabilité de ce pays et de l'Afrique centrale.

Les déclarations pompeuses du porte-parole du gouvernement, faites le 28 mai à la faveur d'un point de presse au sujet d'un complot que négocieraient l'Angola et le Rwanda avec la bénédiction de la France, continuent à alimenter la chronique. Exprimés sans doute sous l'effet de la colère, il va sans dire que les propos de Lambert Mende avaient fait tâche d'huile. Une certaine opinion nationale qui n'avait pas l'autre son de cloche, celui des États incriminés, avait naturellement accordé foi aux allégations du porte-parole du gouvernement, sans discernement.

À présent, avec un peu de recul, l'on s'aperçoit que les faits tels que présentés ne sont pas proches de la réalité. Kinshasa, à en croire certains analystes, s'était juste appesanti sur les déclarations du président français, dans la foulée de l'audience qu'il a accordée, le 25 mai, à son homologue rwandais, Paul Kagame. Le fait pour Emmanuel Macron d'avoir fait état du soutien de la France à une initiative du Rwanda et



Poignée de main entre Emmanuel Macron et Joao Lourenço

de l'Angola sur la RDC avait suffi pour entraîner une levée de boucliers à Kinshasa. De quelle initiative voudrait parler le président français sans associer la RDC ? s'interrogeait-on dans les milieux diplomatiques congolais. La mise en garde faite en début de semaine contre le Rwanda et l'Angola à qui l'on prête déjà des visées déstabilisatrices sur la RDC sans disposer de tous les contours d'un tel projet laisse penser que Kinshasa redoute une éventuelle rébellion à ses portes. Surtout que le ballet diplomatique effectué à l'Élysée par Paul Kagame et Joao Lourenço coïncide

avec l'intense activité politique que mène Moïse Katumbi tant dans la région des Grands lacs qu'en Occident.

Le démenti est venu du chef de l'État angolais qui, après l'audience que lui a accordée Emmanuel Macron, s'est confié à la presse. « La RDC est un pays qui a environ cent millions d'habitants et qui fait frontière avec au moins neuf pays africains. Ceci, c'est pour dire qu'aucun d'entre nous ne veut voir l'instabilité en RDC, tenant compte des conséquences qui peuvent advenir dans toute la région de l'Afrique

centrale, dans la région de Grands lacs et même de la région de la SADC », a-t-il laissé entendre, tout en insistant sur l'impérieuse nécessité de préserver un climat de paix en RDC.

Le président angolais a précisé que les questions personnelles du président Kabila n'ont pas été abordées au cours de leur rencontre. « On n'a pas le droit de dire au président Kabila de quitter » le pouvoir, a-t-il affirmé, ajoutant que cette prérogative revient au peuple congolais. Contrairement à ce qui est avancé par la RDC officielle, Emmanuel Macron et son homologue Joao Lourenço avaient réaffirmé, le 28 mai, leur attachement à l'accord conclu le 31 décembre 2016 en RDC, qui prévoit des « élections libres, démocratiques et sincères auxquelles le président Kabila n'aurait pas à participer ».

Évoquant cet accord, le chef de l'État angolais a indiqué qu'il a été béni par l'Église et, par conséquent, doit être respecté. « Le président Kabila doit respecter cet accord qui lui interdit de se représenter à l'élection de décembre 2018 », a-t-il lâché. Même credo de la part d'Emmanuel Macron pour qui « la valeur ajoutée de la France » n'est pas de se substituer aux pays de la région dans le règlement des crises. Une manière d'écartier toute thèse d'ingérence brandie par Kinshasa qui croit dur comme fer que Paris est derrière un projet de rébellion contre les institutions congolaises.

Alain Diasso

AFRICACOMMSWEEK

Une deuxième édition riche en couleurs et en recommandations pratiques

L'événement co-fondé par Annie Mutamba (RDC) et Eniola Harrison (Nigeria) s'est déroulé, du 21 au 26 mai dans vingt-trois pays, à travers diverses activités organisées sur le thème « Intégration économique africaine: quelles opportunités pour la communication ? ». Il a rassemblé des professionnels de la communication qui ont procédé à une évaluation critique et systématique du rôle du secteur dans le développement socio-économique de l'Afrique.

La deuxième édition s'inscrivait dans la droite ligne de la première, organisée en mai 2017, afin que des professionnels et experts de la communication du monde entier puissent participer à une réflexion sur le rôle de leur secteur dans la transformation économique du continent africain. Ainsi, cette année, encore plus que l'année dernière, des experts en communication ont échangé, élaboré des recommandations concrètes et entamé des collaborations fructueuses. Bien plus, des ministres de la communication et de hauts représentants de l'Etat en charge de ces questions ont participé à des événements organisés dans certaines capitales en Afrique.

Selon la Congolaise Annie Mutamba, co-fondatrice d'AfricaCommsWeek, cette deuxième édition avait notamment comme particularité une plus grande ouverture vers l'Afrique francophone, avec une participation pro active des pays comme le Togo, le Bénin, le Tchad et la République démocratique du Congo (RDC). « Ce sont des pays qui ont spontanément rejoint la campagne lorsque l'on a lancé l'appel au début de l'année afin d'organiser des événements au niveau local », a-t-elle fait savoir au Courrier de Kinshasa. L'édition 2018 d'AfricaCommsWeek a également été marquée par des partenariats exceptionnels scellés avec des institutions académiques et par une forte mobilisation estudiantine dans de nombreux pays.

Les enjeux de l'intégration africaine

Ainsi, AfricaCommsWeek a été lancé le 21 mai à Abuja, capitale du Nigeria, par un workshop en ligne qui a permis de dégager des pistes d'actions concrètes pour les communicants souhaitant jouer un rôle actif dans l'intégration africaine. A Kinshasa, des communicants chevronnés, comme Madimba-Kadima Nzuji et Alain Djate, ont débattu sur les enjeux de l'intégration africaine. Ces derniers, à travers une vidéo postée en ligne, ont estimé que parler d'intégration économique suppose d'établir une communication à la fois institutionnelle et commerciale. « Réussir l'intégration économique passe par une meilleure communication aussi bien vers les populations que vers les unités de production », ont-ils notamment fait savoir. Le 22 mai, en Afrique du Sud, l'agence PR Trends ZA a organisé des échanges autour des succès et limites du secteur de la communication dans la gestion du narratif national dans ce pays. La même journée à Abidjan, une formation en storytelling, suivie d'un échange d'expériences, a été organisée au profit des professionnels de la communication.

Un « communicathon » organisé à Lubumbashi

Au même moment, à Lubumbashi (RDC), se tenait un « communicathon » pour fé-



Tanzanie

dérer les esprits créatifs, dans le cadre d'une activité de recherche. A cette occasion, des étudiants en communication et d'autres participants ont été mis au défi de « communiquer autrement » pour une intégration économique de l'Afrique et se sont exprimés sous forme d'infographies, posters, vidéos, pages web ou productions audios. Toujours le 22 mai, à Bruxelles, une soixantaine d'experts en communication se sont retrouvés dans une soirée d'échanges et de networking qui a également débouché sur une série de recommandations. Le 23 mai, à Lubumbashi, une conférence a été organisée par la plate-forme marketing DRC..

Une session « MarketingDecoded » à Accra

À N'Djamena (Tchad), des experts de la communication, sous la houlette de l'agence de communication Fortius, et comme l'année dernière, se sont réunis à la Chambre de commerce du Tchad pour discuter des enjeux liés à la communication financière. Par ailleurs, pour sa première participation, la Sierra Leone, à travers « Women Mean Business », a organisé une discussion interactive autour des réponses que peuvent apporter la technologie et une communication multi-dimensionnelle aux défis que traverse le pays. À Accra (Ghana), l'agence WaxPrint Media a organisé une session MarketingDecoded « spécial AfricaCommsWeek ». Échanges d'expérience entre entrepreneurs, startups et professionnels du marketing ont mis en lumière l'importance des relations publiques et des relations presse dans la construction d'une marque, en particulier dans une économie émergente.

Investir du temps dans la recherche

Le 24 mai à Lagos, l'agence BBC Company a rassemblé des experts de très haut niveau qui ont conclu que les communicants doivent investir du temps dans la recherche, afin de comprendre la logique qui sous-tend les efforts de nation branding et qu'il n'existe pas d'action collective et délibérée sans recherche préalable. A Dakar (Sénégal), l'agence Watu Lab Digital a initié des panels thématiques afin d'explorer le rôle de la communication dans différents domaines: sciences, recherche, agriculture ; culture ; éducation et santé ainsi que promotion de la citoyenneté, gouvernance, genre et politiques publiques. Le troisième jour était consacré à des masterclasses et ateliers métier avec des experts de renom. Pen-

dant ce temps, à l'Institut des sciences de l'information, de la communication et des arts de l'Université de Lomé, les activités d'AfricaCommsWeek se sont déroulées pendant trois jours et ont été rythmées par des ateliers pratiques (radio/TV/blogs), des conférences, tables rondes et gala des communicants.

L'implication des ministres de la communication

Au Liberia, qui participait pour la première fois à cette campagne, le ministre de l'information, des affaires culturelles et du tourisme, Eugene Nagbe, a invité les communicants à être des acteurs à part entière de l'économie nationale. Pour sa part, la ministre sud-africaine de la Communication, Nomvula Mokonyane, face à de nombreux experts du secteur réunis à Cape Town par PR Trends ZA, a réaffirmé le rôle essentiel de la communication pour définir et préciser les contours d'une nation, mais également pour créer du lien entre les citoyens et les institutions. L'édition tunisienne d'AfricaCommsWeek, organisée par l'association tunisienne des professionnels du marketing et de la communication, a abordé la question de savoir comment le secteur de la communication digitale pouvait favoriser ou accélérer le développement économique de la Tunisie et de l'Afrique.

Au Burkina Faso, les étudiants de l'université de Ouagadougou ont discuté du rôle des communicants dans une Afrique 4.0, des enjeux de l'intelligence artificielle et des conséquences sur le rôle des communicants, en présence du ministre de la Communication, Remis Dandjinou. Sur un autre registre, Interglobe conseils a organisé un « Café médias » à Cotonou (Bénin) autour de la question « Apporter sa pierre à l'édifice de l'intégration africaine? Oui mais comment? ». Plusieurs experts ont ainsi échangé sur l'importance de la communication dans l'intégration africaine et dans l'élaboration d'un narratif plus fidèle aux réalités africaines. En Italie, qui participait pour la première fois à AfricaCommsWeek, un webinar, qui a pris la forme d'une table ronde d'experts, a été organisé à Rome par African Summer School et vadoinfrica.com, sur le thème « Intégration économique en Afrique: opportunités et défis pour le monde de la communication ». Entretiens, à Londres, Abjel Communications a également réuni de nombreux experts pour discuter de la question du rôle des

communicants dans le développement socio-économique de l'Afrique. L'association tanzanienne des relations publiques a, quant à elle, organisé un débat qui a mis en lumière les opportunités du secteur de la communication pour accompagner l'industrialisation du pays.

Construire un storytelling sur l'Afrique

A Libreville, l'agence Novatris, qui pilotait l'édition gabonaise d'AfricaCommsWeek, a organisé un débat axé sur les défis en matière de communication publique et les multiples enjeux du digital. Les échanges, qui se sont déroulés en présence de Camélia Ntoutoume, directrice de l'information gouvernementale et d'un exceptionnel panel de leaders d'opinion, ont souligné le rôle crucial du secteur pour une intégration africaine efficace. Au-delà de la réflexion, l'action! Pour réussir l'intégration africaine, il faut construire un storytelling si on veut avancer et gagner ensemble. C'est la conclusion à laquelle a abouti l'association marocaine du marketing et de la communication qui a émis ses recommandations à Casablanca, en présence du secrétaire général du ministère de la Communication.

Une édition tournée vers l'avenir

L'édition 2018 d'AfricaCommsWeek se voulait résolument tournée vers l'avenir. La première édition, selon Annie Mutamba, avait notamment fait émerger le besoin d'identifier les professionnels du secteur en Afrique et dans la diaspora. Ce qui avait abouti à la publication d'un rapport bilingue (français/anglais) intitulé « Comment la communication stratégique contribue-t-elle à la transformation économique de l'Afrique ? » et dans lequel présentait l'opinion de cinquante professionnels de différents pays, institutions, industries et disciplines, sur le rôle du secteur de la communication dans le développement socio-économique du continent africain. « Nous allons publier à nouveau un rapport qui, comme l'année dernière, mettra en avant des profils de professionnels qui font bouger les choses là où ils sont. Les communicants eux-mêmes manquent souvent de visibilité. C'est important de mettre en avant ceux qui, à leur niveau, sur le continent ou dans la diaspora, communiquent sur l'Afrique de manière à participer à sa transformation économique », a expliqué Annie Mutamba.

Elle a également fait savoir qu'AfricaCommsWeek organise des webinars pour permettre aux professionnels de la communication ou encore à des étudiants de bénéficier de formations dispensées par des experts internationaux. « Les formations en communication coûtent chers et nous pratiquons un métier qui nécessite un renouvellement constant », a-t-elle indiqué, en soulignant également que la plate-forme s'est lancée dans un ambitieux programme de recherche afin de ressortir des données précises sur le secteur de la communication en Afrique et d'expliquer aux décideurs, le public cible in fine, le rôle que joue ou que pourrait jouer la communication et les communicants dans le développement des pays africains.

Patrick Ndongidi

PLAY-OFF CHAMPIONNAT NATIONAL

Début de la manche retour

La Ligue nationale de football (Linafoot) n'a pas attendu la dérogation du ministre des Sports portant prolongation de la saison sportive pour programmer les matchs car officiellement, elle doit s'arrêter le 31 mai.

La phase retour du Play-Off de la 23e édition du championnat de la Linafoot a visiblement démarré sans la dérogation attendue du ministre des Sports pour la prorogation de la saison sportive jusqu'au 30 juin. Dans un communiqué de presse du 28 mai, la Commission de gestion de la Linafoot a annoncé des matchs de la phase retour et aussi programmé deux matchs restants de la manche aller.

Ainsi, le derby de Kinshasa entre V.Club et Daring Club Motema Pembe (DCMP), programmé depuis le 14 avril et reprogrammé pour le 28 mai, a été fixé finalement au 31 mai, au stade des Martyrs. Le match entre

Maniema Union et V.Club se jouera, quant à lui, le 3 juin, à Kindu. Le même jour, le Tout-Puissant Englebert Mazembe sera face à son rival de tous les temps, le FC Saint-Éloi Lupopo.

Mais le 30 juin, au stade Kashala-Bonzola de Mbuji-Mayi, le leader Sanga Balende s'opposera à Maniema Union, en match avancé de la 20e journée du Play-Off. Au match aller, Sanga Balende domptait Maniema Union à domicile par un but à zéro. On rappelle que Sanga Balende a fini premier de la manche aller avec vingt-sept points, devant le TP Mazembe (vingt-cinq points) et le DCMP (vingt points).

Lupopo bat Rangers, Don Bosco écrase Bazano...

Rappelons que le FC Saint-Éloi Lupopo a, à l'ouverture de la manche retour de cet Play-Off, battu l'AC Rangers, le 26 mai, au stade des Martyrs de Kinshasa par un but



Vue du match Rangers contre Lupopo disputé le 23 mai, à Kinshasa

à zéro. Trésor Kanku a inscrit l'unique but d'une partie très disputée à la 23e mn. Le même jour, au stade TP Mazembe de la commune de Kamalondo, à Lubumbashi, le CS Don Bosco a laminé la JS Groupe Bazano par quatre buts à zéro, en match

avancé de la 17e journée. Les Salésiens se bonifient avec onze points après ce succès sur les Lumpas de Bazano incapables de se relever. JS Groupe Bazano est dernier avec quatre points seulement engrangés en douze matchs livrés.

Martin Engimo

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

L'IRDH salue le soutien apporté à l'accord de la Saint-Sylvestre

L'association se dit satisfaite de la position adoptée en faveur du peuple congolais par la Communauté économique d'Afrique australe (Sadc), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), l'Union africaine (UA) et l'Organisation des Nations unies (ONU), qui serait l'unique moyen de stabiliser le pays.

Dans son bulletin électronique n° 10 mis en ligne le 29 mai, l'Institut de recherche en droits humains (IRDH) a réitéré l'appel à la solidarité envers le peuple congolais, exhortant les chefs d'État et de gouvernement membres des communautés régionales et sous-régionales à exiger l'application intégrale de l'Accord de la Saint-Sylvestre par Kinshasa. Un document qui serait, selon cette association, le « seul gage de stabilité, de paix et de sécurité de la RDC et de la région des Grands lacs ».

Réagissant à la réaction du gouvernement congolais à cet « élan de solidarité internationale » à travers une conférence de presse de son porte-parole animée le 28 mai, l'IRDH fait observer que conformément à l'article 5 de la Constitution, « la souveraineté nationale appartient au peuple. Tout pouvoir émane du peuple qui l'exerce directement par voie de référendum ou d'élections et indirectement par ses représentants. Aucune fraction du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice ». L'institut a indiqué, en outre, qu'à la suite de l'expiration des mandats constitutionnels de tous les animateurs d'institutions publiques, le peuple souverain de la RDC n'a plus de dirigeants légitimes et vit un moment d'incertitude politique. « Le deuxième et dernier mandat du président de la République a pris fin depuis décembre 2016 ; ceux des députés provinciaux et sénateurs ont expiré, depuis 2012, et ceux des députés nationaux ont

aussi pris fin, en février 2017 », a rappelé l'IRDH, relevant que les dispositions-clés de l'Accord signé en décembre 2016 restent en souffrance.

Cette association fait constater que les élections prévues pour septembre 2016, puis reportées à la fin de l'année 2017, sont programmées pour le 23 décembre, sans assurance de la participation de tous les partis politiques. Elle a ajouté que les prisonniers politiques ne sont jamais libérés, les opposants politiques emblématiques sont toujours contraints à l'exil, les droits et libertés des manifestations publiques sont interdits et réprimés dans le sang, et les médias proches de l'opposition toujours bannis.

Après analyse de cette situation, tout en saluant cette implication de la communauté internationale, les chercheurs de l'IRDH ont recommandé aux chefs d'État et de gouvernement de la Sadc, de la CEEAC ainsi qu'à l'UA et à l'ONU de persévérer à suivre la voix du peuple congolais dont l'espace d'expression démocratique était fortement réduite. « La Charte de l'ONU dont le préambule commence par Nous, peuples des Nations unies, doit agir au bénéfice de tous les peuples du monde, y compris le peuple congolais », ont-ils insisté.

Les chercheurs de l'IRDH se sont, en effet, réjouis du fait que lors de sa rencontre avec le président français, le chef de l'État angolais, Gonçalves Lourenço João, a déclaré : « On n'a pas la prétention d'intervenir dans les affaires internes d'un pays. Nous conseillons seulement, nous montrons le bon chemin, le respect des accords qui disent qu'il doit y avoir les élections et aussi que l'actuel président ne doit pas postuler. Le pouvoir politique doit libérer les prisonniers politiques, pour créer un environnement favorable à la tenue des élections ».

Lucien Dianzenza

AMICAL NIGERIA - RDC

Les réactions de Bakambu, Kebano et Kabongo Kasongo

Avec une forte majorité des joueurs locaux, les Léopards, sous la férule du sélectionneur Florent Ibenge, ont accroché, le 28 mai, au stade de la Libération de Port Harcourt, les Super Eagles par un but partout. L'égalisation de Ben Malango (entré en jeu quelques minutes auparavant) est arrivée à la 79e mn après une domination territoriale des Léopards qui ont fait montre de fluidité dans le jeu. Au lendemain de ce match à égalité contre un pays qualifié pour la Coupe du monde 2018, des réactions fusent du côté des Léopards où un grand nombre des joueurs professionnels a brillé par leur absence.



Bakambu, Kebano et Kabongo s'expriment après le match à égalité mémorable de la RDC face au Nigeria, le 28 mai, à Port Harcourt

Absent, l'attaquant Cédric Bakambu de Beijing Gouan, en Chine, a glissé quelques mots sur les réseaux sociaux à propos du match et surtout sur l'organisation autour de la sélection qui apparemment laisserait à désirer. Les Léopards méritent mieux, soutient mordicus l'attaquant formé à Sochaux, en France, et passé par Bursaspor en Turquie avant de se révéler au monde à Villareal, en Espagne. « Tout d'abord, bravo à mes coéquipiers pour le match nul obtenu hier contre le Nigeria, nous avons vu des choses encourageantes. J'ai pu lire ici et là quelques commentaires. Ceux qui me suivent savent que je n'ai pas pour habitude de faire des déclarations publiques négatives, surtout à l'encontre d'individus. Je ne commencerai pas aujourd'hui malgré la volonté de nuire de certaines personnes », a déclaré l'attaquant international congolais.

Et de continuer : « La sélection de la RDC est une famille et le linge sale se lave - si besoin est - en famille. Durant ma carrière, j'ai tout fait - en public ou en coulisses - pour aider au rayonnement de notre bien-aimé pays, tant avec mes performances en club qu'avec la sélection. Je continuerai à aider modestement mon pays tant que Dieu m'en donnera la force. Nous avons un formidable pays avec des supporters extraordinaires et une génération exceptionnelle capable de faire bien d'exploits, bien plus encore. Compétiteurs, nous voulons tous le meilleur pour notre sélection. Pardonnez notre ambition », a-t-il déclaré.

Son coéquipier en sélection, Neeskens Kebano,

également absent parce qu'il devrait jouer avec son club Fulham le barrage pour accéder en Premier League (mission du reste réussie avec le retour en D1 anglaise), a félicité les Léopards pour ce résultat d'égalité face au Nigeria. « Je suis si heureux pour l'équipe, pour nos fans, nous le méritons. Merci à tous pour votre soutien fantastique. C'est un grand moment, fêtons-le », a écrit sur son compte twitter l'ancien joueur du Paris-Saint-Germain, Caen en France, Charleroi et Genk en Belgique.

Entré en jeu à une dizaine de minutes de la fin du temps réglementaire, Gauthier Kabongo Kasongo a apporté sa vitesse sur le côté droit, mettant à l'épreuve la défense des Super Eagles. Il a donc bien honoré sa première sélection. « J'ai eu l'honneur et un sentiment de joie d'avoir mouillé le maillot de mon équipe nationale, et c'est grâce à mes fans. Un grand merci à mon sélectionneur Florent Ibenge de m'avoir fait confiance. J'espère être là encore pour continuer à donner ce plaisir à tous les Congolais ainsi qu'à mes fans », s'est exprimé le récent vainqueur de la Coupe d'Égypte

avec la formation de Zamalek.

Malaise chez les Léopards ?

L'absence de moult internationaux évoluant en Europe ne traduirait-elle pas un certain malaise au sein de la sélection lorsque Bakambu parle du linge sale qui doit se laver en famille ? On apprend qu'à la réunion tenue en décembre 2017 à Paris entre le président Constant Omari de la Fédération congolaise de football association (Fécifa) et les joueurs, la majorité de ceux-ci aurait émis le souhait du changement à la tête du staff technique national pour un sélectionneur ayant de l'expérience au haut niveau en Europe. La Fécifa, pour sa part, a pris l'option de prolonger le contrat du sélectionneur Florent Ibenge, une décision qui ne contenterait pas du tout l'autorité sportive nationale, a-t-on murmuré.

Rappelons que Florent Ibenge a été le premier à se fixer l'objectif de la qualification à la Coupe du monde alors que tout le monde pensait que c'était utopique. Les Léopards ont échoué à la porte de la qualification du Mondial Russie 2018. Au départ, la Fécifa et le gouvernement l'avaient engagé pour qualifier les Léopards à la Coupe d'Afrique des nations après une longue absence de trois éditions. Si les ambitions de la sélection ont été revues à la hausse par l'État, c'est certainement après le dur labeur accompli par ce technicien franco-congolais qui a incarné une certaine assurance auprès des joueurs évoluant en Europe, et surtout au niveau des locaux qui jouent maintenant sans complexe. Wait and see.

Martin Engimo

LITTÉRATURE CHRÉTIENNE

« Raconte-moi ton rêve » de Cyrus Tchicaya

Le livre de 379 pages, paru en mars dernier aux Editions Quadri services du Bénin, est fondé sur la bible. Son auteur fournit au lecteur des outils pour comprendre et interpréter les rêves ainsi que les armes pour combattre les mauvais esprits cachés dans ces rêves.

Le rêve est une inspiration divine, selon le révérend docteur-prophète Cyrus Tchicaya, président du ministère international La gloire du second temple, centre Péniel. Cette inspiration, soutient-il, vient du Saint Esprit qui permet de connaître les secrets cachés de Dieu. De ce fait, il amorce le sujet à partir de deux vérités, notamment la constitution tripartite du physique de l'homme donc les trois parties du corps humain dont la tête, le tronc et les membres (partie matérielle), et la constitution spirituelle, donc l'âme et l'esprit (partie immatérielle).

L'auteur décrit en long et en large la tête qui joue un rôle primordial chez l'homme et qui renferme des éléments vitaux qui le conduisent à l'existence (les cinq sens). « Un homme sans tête, sans pensée, sans réflexion est un homme mort », dit-il. Dans la tête, il y a aussi le Golgotha, c'est-à-dire le système nerveux où il y a les piliers, les organes pour faire fonctionner la tête (vision, hallucination, pensée, subconscience, conscience, inconscience...) grâce auxquels l'homme peut exister, argumente-t-il.

« Raconte-moi de ton rêve » est un enseignement sur l'interprétation des rêves et le combat spirituel que tout chrétien devrait connaître, d'après son auteur, pour le raffermissement, l'édification du corps du Christ, donc des Saints. Le livre a la particularité d'expliquer les rêves avec des passages et exemples bibliques. « Je me suis fondé sur la bible pour que le livre ait un esprit spirituel », explique-t-il. A l'en croire, le rêve est constitué d'informations venant de Dieu ou du diable. C'est un véhicule de destin qui peut emmener à des niveaux d'honneur, à ce que Dieu a préparé d'avance. L'auteur donne des exemples, entre autres, dans la vie de Salomon (1 Rois 3, 1-15 a) et celle de Joseph (Genèse 37). Le rêve est un moyen de communication par lequel Dieu nous parle (Job 33, 14-19, Genèse 37, 3-9), ajoute-t-il.

« L'interprétation des rêves est un don »
Dans ce livre, il catégorise les rêveurs : ceux qui rêvent et voient ce qu'ils ont rêvé, ceux qui rêvent et ne voient pas ce qu'ils ont rêvé, ceux qui rêvent difficilement (cela suppose une attaque du cerveau par l'ennemi), ceux qui rêvent qu'ils ne rêvent pas (attaque aussi). Le docteur-prophète Cyrus Tchicaya énumère les rythmes des rêves : rêves récurrents, épisodiques (pas bons mais pas trop graves), difficiles, rares, absence de rêve (malédiction du cerveau, attaque du psychisme par une personne mal intentionnée). Il fait état de deux formes de rêves (rêve porte malheur et rêve porte bonheur) et donne les outils pour les comprendre et les interpréter



Le révérend docteur-pasteur Cyrus Tchicaya ainsi que les armes pour combattre les mauvais esprits cachés derrière les mauvais rêves (prières agressives ainsi qu'un cours sur les signes activateurs des mauvais rêves). « L'interprétation des rêves est un don. C'est pourquoi, c'est difficile de comprendre un rêve. Il faut connaître les codes, il faut comprendre la bible, ses métaphores et ses allégories pour pouvoir le faire », signifie-t-il.

Outre ces codes, il avance que les rêves peuvent aussi être compris et interprétés en tenant compte des éléments tels les plantes, les animaux, les vêtements et les parures, les aliments, les organes du corps, les minéraux, l'environnement géographique, les postures, etc.

Sorti en mars dernier au Gabon, « Raconte-moi ton rêve » a été présenté le 5 mai, à Pointe-Noire, au centre Péniel, dans l'arrondissement 4 Loandjili. La cérémonie a été patronnée par Alphonse Nkala, directeur départemental du livre et de la lecture publique. Il s'est dit satisfait de l'arrivée sur le marché de cette œuvre qui permettra au chrétien de connaître et comprendre le sens du rêve dans la vie. « Ce livre nous permet de sortir de cette dramaturgie de la violence que nous offrent souvent les écrivains africains et nous emmène à la dramaturgie de la subtilité. La littérature chrétienne est de plus en plus florissante à Pointe-Noire. Il y a de plus en plus de pasteurs, d'hommes de Dieu qui écrivent pour faire des témoignages, instruire sur les problèmes qu'on rencontre dans le monde. Cela est à encourager, parce qu'il a un grand public », a estimé le directeur départemental.

Le révérend docteur-prophète Cyrus Tchicaya est recteur de l'école biblique « Académie internationale de la foi » qui forme les hommes de Dieu. Poète, romancier, dramaturge, journaliste et écrivain chrétien, il est auteur de plusieurs œuvres. En matière de littérature chrétienne, il a déjà publié sept livres dont le plus connu est celui intitulé « Les sept tresses de Samson ».

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

SANTÉ

La communauté internationale célèbre la journée sans tabac

Chaque année, 31 mai, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et ses partenaires soulignent les risques sanitaires et autres risques associés au tabagisme, plaidant en faveur des politiques efficaces pour réduire sa consommation.

La journée mondiale sans tabac a pour thème cette année « Le tabac et les cardiopathies », avec pour slogan principal « Le tabac vous brise le cœur. Choisissez la santé, pas le tabac ». Cette campagne vise à sensibiliser davantage aux aspects que sont : le lien entre le tabac et les cardiopathies, les actions réalisables ainsi que les mesures que les publics principaux, y compris les gouvernements et le public, peuvent prendre pour réduire les risques pour la santé cardiaque que pose le tabac.

Pour le cas spécifique de l'édition de 2018, la journée mondiale sans tabac coïncide avec une série d'initiatives et d'occasions mondiales visant à lutter contre l'épidémie de tabagisme et son impact en matière de santé publique, provoquant les cas de décès et la souffrance de millions de personnes dans le monde. Parmi ces actions menées, figurent notamment les initiatives « Cœurs mondiaux » et « Resolve » dont l'objectif est de réduire des décès causés par le tabagisme et aussi d'améliorer les soins. Arrêter de fumer n'est pas facile, selon les fumeurs. Cependant, cette journée met aussi l'accent sur le rôle joué par les professionnels de la santé dans la lutte antitabac. Ces derniers sont en contact avec un pourcentage élevé de la population cible et ont l'occasion d'aider les fumeurs à modifier leur comportement. Ils peuvent aussi donner des conseils et des réponses aux questions relatives aux conséquences du tabagisme et donner l'exemple en s'abstenant de fumer.

Des mesures Mpower préconisées

Les mesures Mpower sont conformes à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac et peuvent être utilisées par les gouvernements afin de réduire la consommation de tabac et protéger la population contre les maladies non transmissibles. Ces mesures, sont entre autres, Monitor (surveiller la consommation de tabac et les politiques de prévention) ; Protect (protéger la population contre la fumée du tabac en instaurant une interdiction totale de fumer dans les espaces publics fermés, les lieux de travail et les transports publics) et Offer (offrir une aide à ceux qui veulent arrêter le tabac comprenant un soutien gratuit à l'échelle de la population, y compris de brefs conseils fournis par des personnels de santé et un service téléphonique national gratuit).

Dans la même optique, les mesures Mpower mettent en garde contre les méfaits du tabagisme moyennant l'adoption du conditionnement neutre/ standard et/ ou des mises en garde sanitaires illustrées de grande taille sur tous les conditionnements de tabac, et le lancement de campagnes médiatiques efficaces pour avertir le grand public des dangers de la consommation de tabac et du tabagisme passif. Elles recommandent aussi l'interdiction totale de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage, enfin traitent de l'augmentation des taxes sur le tabac en vue de les rendre non abordables.

Notons que le tabac tue plus de sept millions de personnes chaque année, dont près de neuf cent mille non-fumeurs, parce qu'exposés au tabagisme passif.

Faustin Akono

INSOLITE

Un pasteur fabrique mystiquement de l'argent avec des excréments

Le quartier Tiali (arrondissement 5 Mongo Mpoukou), à Pointe-Noire, est en ébullition. Un de ses habitants, le pasteur Kitengué, originaire de la RDC, aurait été surpris dans la nuit du 27 au 28 mai au pont situé juste après le marché, en allant vers le quartier Makayabou, transformant ses matières fécales en argent.

Les faits se sont déroulés à quelques mètres du domicile du pasteur, qui officie dans une église de réveil située à Rex (arrondissement 1 Emery-Patrice-Lumumba). D'après les témoignages recueillis sur place, dans la nuit du 27 au 28 mai, aux environs d'1h, le pasteur a garé sa voiture au niveau du pont puis s'est livré à un rituel bizarre. « Après avoir fait caca, il l'a transformé en des liasses d'argent après un rituel et des incantations. Il y avait des millions. Mais le pasteur ne s'est pas rendu compte qu'un des jeunes du lavage l'observait. Le gars l'a surpris en pleine action. Le pasteur n'a pu le corrompre et, pris de colère, il a donné un coup au jeune et ils se sont mis à se battre », a expliqué un jeune du quartier.

C'est donc la bagarre entre les deux personnes qui a alerté la population de Tiali qui a envahi les lieux. Il a fallu l'intervention de la police pour disperser la foule et mettre le pasteur en sécurité avec son trésor. « Ce matin, c'était la débâcle. La police est intervenue. Les agents ont emmené le pasteur et son argent chez lui, c'est juste à côté », a confié un autre jeune du quartier. La police a dû quadriller la zone pour empêcher la foule, qui ne cessait de s'amasser au niveau des deux entrées de la ruelle, d'accéder au domicile du pasteur. « Tout le monde veut le voir, on veut aussi voir l'argent », a lancé quelqu'un dans la foule.

L'après-midi, aux environs de 14 h, le pasteur a été escorté par la police vers une destination qui n'a pas été révélée.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

MUSIQUE

L'album «Zala moto, zonga moto» déjà disponible

Après le maxi single «Aboma vie», l'orchestre Eloko ya peuple vient de mettre sur le marché un deuxième opus de dix titres.



Le titre symbolique est, selon le chef du groupe, Baudoin Ngandamba Bienvenu, alias B-Magic, une réponse au maxi single *Aboma vie*, qui découlait d'un constat fait auprès des jeunes congolais qui passent leur temps à prendre de l'alcool et autres drogues que de se lancer dans le travail. Ce qui explique l'appellation du titre *Aboma vie*, en lingala, autrement dit « Perdre le sens de sa vie », en français.

«Zala moto, zonga moto» est, quant à lui, une interpellation à tous les jeunes qui passent leur temps à critiquer leur entourage, à prendre de l'alcool ou à calomnier pour qu'ils changent de mentalité. « Nous voulons que nos fans prennent conscience de leur avenir au lieu de passer le temps dans la boisson et autres choses éphémères. Notre musique éduque la masse grâce à son contenu », a lancé le chef d'orchestre, lors d'un entretien.

Vendu à deux mille FCFA, cet album est composé des titres tels : *Mami eyenga; Héro; Johnny Channel; Tortue d'amour; Déception; Affaire ya famille; Table ya coco et Ngondè*. On y retrouve de la rumba, du folklore et de l'afrobeat. Les thèmes abordés portent sur l'amour, la jalousie puis l'éducation.

Les musiciens du groupe Eloko ya peuple sollicitent le soutien multiforme des Congolais, afin de faire mieux. « Nous demandons à tous les Congolais d'acheter notre album. Ils vont découvrir la qualité du travail que nous avons fait. Ils doivent nous soutenir et ils ne seront pas déçus, car les styles musicaux que nous avons utilisés permettront à chacun de se retrouver. Ils peuvent également nous inviter à agrémenter leurs mariages et autres cérémonies », a ajouté B-Magic.

Notons que la plupart des artistes qui forment cet orchestre viennent des groupes comme Universel Zangul, Extra Musica, Patrouille des stars, G7 international et autres.

Rude Ngoma

Les Bantous de la capitale en spectacle à l'IFC

En prélude à la célébration de ses soixante ans d'existence en 2019, l'orchestre livre des concerts deux dimanches par mois à la cafet' pour mieux préparer cet événement.

Des titres de chansons tels que *Masuwa, Comité bantou, Monsieur va se marier; Pépé, Bakolo mboka, Maman Alphonsine osala ngai nini* et bien d'autres font revivre les vieux beaux temps des amoureux de la bonne mu-

sique. Une musique qui accroche aussi bien les vieux que les jeunes qui partent également chanter et danser comme s'ils avaient connu les années 1960. Pour bien célébrer son 60e anniversaire, l'orchestre a commencé à donner ces concerts à l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville depuis le 28 février dernier. Les prochains rendez-vous sont pris pour les dimanches 10 et 24 juin, de 16h à 20 h.

Cette célébration sera aussi l'occasion de présenter le tout premier album de dix titres intitulé *Walai*, de l'artiste Lambert Kabako, auteur de la

célèbre chanson *Osala ngai nini*, qui coïncide avec les quarante-sept ans de sa carrière de l'artiste.

Créé en 1959 par les anciens musiciens de Tout puissant OK Jazz et de Rock A Mambou, au dancing-bar chez Faignond à Brazzaville, l'orchestre Les Bantous de la capitale regroupe de grands auteurs-compositeurs, instrumentistes et interprètes originaires du Congo Brazzaville.

du renouveau de la musique cubaine. Ils continuent de jouer un rôle de premier plan dans le paysage musical des pays du Bassin du Congo.

Ce groupe a influencé les musiques des pays de la sous-région, de l'Europe et même des pays d'Amérique centrale, des Antilles. Il présente un cycle de vie tout à fait particulier qui va de l'expansion à la maturité, de la stagnation au déclin, en passant par la reprise



Les Bantous de la capitale sur scène à la cafet' (Adiac)

Il est désormais renforcé par des jeunes.

Les Bantous de la capitale sont des acteurs majeurs de la création de la rumba et du soukous congolais ainsi que

et aux phases de déclin et redressement. Certains jeunes orchestres du Congo et d'ailleurs s'inspirent aussi de sa musique.

Rosalie Bindika

JOURNÉE FIFA

Le match Congo-Côte d'Ivoire tombe dans les oubliettes

La rencontre prévue le 6 juin dans le cadre de la journée Fifa ne se disputera plus d'après la correspondance de la Fédération ivoirienne de football datant du 26 mai.

« J'ai le regret de vous informer que l'équipe de la Côte d'Ivoire ne pourra pas prendre part au match amical du 6 juin qui devrait l'opposer à votre sélection nationale pour des raisons indépendantes de notre volonté. Aussi voudrais-je excuser la Fédération ivoirienne de football pour tous les désagréments que cela a pu causer à votre fédération », tel est le contenu de la correspondance

que la Fédération ivoirienne de football a adressée à la Fédération congolaise de football.

Avant la Côte d'Ivoire, le Congo avait programmé un autre match le 31 mai contre la sélection de la Moldavie. Malheureusement aucun de ses matches ne se jouera sauf changement de dernière heure ou de programme.

Le programme de préparation des sélections africaines pour le mondial Entre-temps, les cinq sélections africaines qualifiées pour la Coupe du monde Russie 2018 affinent leurs armes jusqu'au 11 juin. Et de belles affiches sont au programme. Le 28 mai, le Nigeria a été tenu en échec par la République démocratique du

Congo 1-1. La Tunisie a également accroché le Portugal 2-2. Le jeudi, le Maroc affronte l'Ukraine à Genève et le Sénégal en découdra avec le Luxembourg. Le 1er juin, la Tunisie jouera contre la Turquie. L'Egypte va se mesurer à la Colombie. Le 2 juin, le Nigeria crociera l'Angleterre à Londres. Le 4 juin, le Maroc sera aux prises à la Slovaquie. Le 6 juin, le Nigeria affrontera La République Tchèque. L'Egypte sera à Bruxelles pour y affronter la Belgique. Le 8 juin, la Croatie jouera contre le Sénégal. Le 9 juin, l'Espagne recevra la Tunisie puis l'Estonie sera aux prises au Maroc. Le 11 juin, le Sénégal va en découdre avec la Corée du sud.

James Golden Eloué

MATCHS AMICAUX

Les derniers résultats des sélections africaines

Alors que l'organisation du stage des Diables rouges bafouille, d'autres sélections africaines sont sur le pont. Dont les mondialistes (Egypte, Tunisie et Nigeria en attendant le Sénégal et le Maroc). Notons également la première victoire de Sébastien Migné à la tête de la sélection kenyenne, après un revers initial face au Swaziland.

Lundi 28 mai

Nigeria-RDC : 1-1 (1-0)

Buts : William Ekong (15^e) pour le Nigeria, Ben Malongo Ngita (80^e) pour la RDC

Portugal-Tunisie : 2-2 (2-1)

Buts : André Silva (2^e) et Joao Mario (34^e) pour le Portugal, Badri (39^e) et Ben Youssef (64^e) pour la Tunisie

Kenya-Guinée équatoriale : 1-0 (0-0)

But : Pistone Mutamba (73^e) pour le Kenya

Dimanche 27 mai

Cameroun-Burkina : 0-1 (0-0)

But : Bertrand Traoré (64^e) pour le Burkina

Niger-Centrafricain : 3-3 (

Buts : Mahamane Cissé (21^e), Wankoye (70^e) et Victorien Adebayor (81^e) pour le Niger, Louis Mafouta (28^e), Foxi Kéthévoama (41^e) et Trésor Toropité (88^e) pour la Centrafrique

Vendredi 25 mai

Egypte-Koweït : 1-1 (0-1)

Buts : Ayman Ashraf (80^e) pour l'Egypte, Al Ansari (6^e) pour le Koweït

Karl Madianga signe chez les Écossais de Dundee United

Mis à l'essai durant une semaine, Karl Madianga a convaincu le staff technique du FC Dundee, pensionnaire de 2e division écossaise. Le milieu axial formé au Mans a signé pour une saison.

Sans club depuis son départ, en juin 2017, du Lokomotiv Gorna Oryahovitsa, Karl Madianga va rebondir en Ecosse. Le droitier de 24 ans, passé par la réserve de Saint-Etienne entre janvier 2014 et 2016, a signé un contrat d'une saison avec le FC Dundee United.

Troisième de saison régulière en deuxième division, Dundee a échoué au deuxième tour des play-offs pour la montée. Et restera donc à l'étage inférieur la saison prochaine. Avec le Franco-Congolais, donc, qui tentera de relancer sa carrière.

Camille Delourme

COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Les premiers qualifiés retiennent leur souffle

A une journée de la fin des préliminaires de la compétition, ce 30 mai, à Pointe-Noire, les premiers qualifiés attendent leurs prochains adversaires au tour suivant.

Brazzaville a sélectionné ses deux derniers qualifiés le lundi. Yaba sport a pris le dessus sur Red stars (2-0), puis le RCB a battu Racine club Olympique (3-1). Ces deux formations rejoignent ainsi Le FC Emmanuel, l'AS Ntsimba, l'AS Penarol, Mbila sport, BNG, le CMBF, le FC Racine, TP Mystère.

A Pointe-Noire, le FC Nathalys a validé sa qualification, en battant le TP Mokanda aux tirs au but (14-13) après un score de parité de (0-0) au temps réglementaire.

Il représentera Pointe-Noire avec d'autres clubs comme le FC Tchimaghi, Elf Total et Inter de Pointe-Noire. Les autres qualifiés seront connus ce mercredi. A Dolisie, les Jeunes Fauves disputeront la prochaine étape avec Inter de Dolisie. Dans la Bouenza, le FC Corneil et le FC Mboukoudou disputeront le prochain tour. Carpillon

de Sibiti est le seul représentant de la Lékoumou. Dans le Pool, C.O Harlem et AS Elbo passent l'étape des préliminaires.

Les Plateaux compteront aussi deux représentants au prochain tour. Il s'agit de l'Etoile et de Cara, tous deux de Djambala. Dans la Cuvette ouest, Ayandza sport a pris le dessus sur AS Oka. Dans la Sangha, Saint-Michel de Ouessou et FC Biala ont pris le meilleur sur leurs adversaires, puis dans la Likouala, Etoile d'Impfondo sera de la partie.

J.G.E.